NEUVIÈME RAPPORT ANNUEL
1987-1988

Institut québécois de recherche sur la culture

89-01151/

Institut québécois de recherche sur la culture

NEUVIÈME RAPPORT ANNUEL
1987-1988

Dépôt légal - 4e trimestre 1988
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0227-3101
ISBN 2-89224-119-7

Québec, le 3 octobre 1988

Madame Lise Bacon
Ministre des Affaires culturelles
Gouvernement du Québec
Québec

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le neuvième rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture.

À nouveau, je me fais un devoir de souligner, en mon nom et au nom du Conseil, la qualité du travail du personnel de l'Institut et de mes collègues de la Direction.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le président,

Fernand Dumont

Fernand Dumont

Membres et personnel de l'Institut québécois de recherche sur la culture

1. Le Conseil de l'Institut*

M. Fernand DUMONT, président Professeur à l'Université Laval	Du 2 décembre 1984 au 2 décembre 1989
M. Yvan BORDELEAU Professeur à l'Université de Montréal	Du 27 janvier 1988 au 27 janvier 1992
Mme Renée BRIEN-DANDURAND Chercheure de l'Institut	Du 28 novembre 1984 au 28 novembre 1988
Mme Madeleine FERRON Écrivaine	Du 13 novembre 1984 au 13 novembre 1988
M. Claude GENDREAU Sociologue	Du 12 novembre 1986 au 12 novembre 1990
M. Fernand HARVEY Chercheur de l'Institut	Du 13 novembre 1984 au 13 novembre 1988
M. Guy LAPERRIÈRE Professeur à l'Université de Sherbrooke	Du 28 novembre 1984 au 28 novembre 1988
Mme Lisette MORIN Journaliste	Du 28 novembre 1984 au 28 novembre 1988
M. Patrick O'HARA Directeur des Affaires publiques à IBM Canada Ltée	Du 28 novembre 1984 au 28 novembre 1988

MM. Léo JACQUES et Georges LAMY participent aux réunions du Conseil.

2. Le Comité exécutif*

M. Fernand DUMONT, président

M. Claude GENDREAU

M. Fernand HARVEY

---

* au 31 mars 1988

M. Léo JACQUES

M. Georges LAMY

M. Guy LAPERRIÈRE

3. Le Conseil du Fonds de dotation*

M. Patrick O'HARA, président
Directeur des Affaires publiques à IBM Canada Ltée

M. Jacques-André CHARTRAND
Conseiller à Hydro-Québec

M. Michel CURTI
Ex-consultant principal aux Affaires publiques à Alcan

M. Yvon DANEAU
Premier vice-président de la Confédération des
Caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec

M. Fernand DUMONT

M. Léo JACQUES

M. Georges LAMY

4. Le Comité scientifique*

M. Fernand DUMONT
Directeur scientifique, président

M. Léon BERNIER
Chercheur

Mme Madeleine GAUTHIER
Chercheure

M. Jean HAMELIN
Professeur à l'Université Laval

---

* au 31 mars 1988

M. Fernand HARVEY
Chercheur, responsable de chantier

Mme Denise HELLY
Chercheure, responsable de chantier

M. Simon LANGLOIS
Chercheur, responsable de chantier

Mme Denise LEMIEUX
Chercheure, responsable de chantier

Mme Gladys L. SYMONS
Professeure à l'ÉNAP

MM. Léo JACQUES et Georges LAMY participent aux réunions du Comité scientifique.

Mme Ginette PAQUET agit comme secrétaire du Comité scientifique.

5. Le personnel administratif*

M. Fernand DUMONT, président, directeur scientifique

M. Léo JACQUES, secrétaire général

M. Georges LAMY, directeur administratif

Mme Danielle ARSENAULT-CHEVALIER, agente de secrétariat

Mme Linda BEAURIVAGE, agente de secrétariat

Mme Ginette BELLEAU, agente de secrétariat

Mme Marielle BERGERON, agente de secrétariat

Mme Gisèle BOLDUC, agente culturelle

Mme Louise GAUTHIER-DUQUET, bibliotechnicienne

---

* du 1er avril 1987 au 31 mars 1988

(...) La mise entre parenthèses d'un nom indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1988.

Mme Nicole LAFLAMME, adjointe au directeur administratif

(Mme Brigitte LAMBERT, agente de secrétariat)

Mme Flora LEBLANC, agente de secrétariat

Mme Thérèse LESPÉRANCE, agente de secrétariat

(M. Gilles L'HEUREUX, préposé aux services auxiliaires)

Mme Ghislaine MAROIS, secrétaire principale

Mme Mariette MONTAMBAULT, préposée à l'édition

Mme Diane MORIN, agente de secrétariat

Mme Véronique MORIN, responsable de la production

(Mme Suzanne PROULX, agente de secrétariat)

Mme Claire SAVARD, agente de bureau

6. Les chercheurs*

M. Pierre ANCTIL, chercheur

M. Paul AUBIN, agent de recherche

M. Jean-Paul BAILLARGEON, chercheur

(M. Yves BEAUREGARD, assistant de recherche)

M. Léon BERNIER, chercheur

Mme Marie-Marthe T. BRAULT, chercheure

M. Gary CALDWELL, chercheur

M. Louis-Marie CÔTÉ, agent de recherche

---

* du 1er avril 1987 au 31 mars 1988

(...) La mise entre parenthèses d'un nom indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1988.

Mme Renée BRIEN-DANDURAND, chercheure

M. Marc DESCHÊNES, assistant de recherche

M. Fernand DUMONT, chercheur

(M. Jean-Charles FORTIN, assistant de recherche)

M. Guy FRÉCHET, chercheur

Mme Johanne FRÉGEAU, assistante de recherche

M. Alain GAULIN, assistant de recherche

Mme Madeleine GAUTHIER, chercheure

M. Camil GIRARD, chercheur

Mme Thérèse HAMEL, chercheure

M. Fernand HARVEY, chercheur, responsable de chantier

M. Yves HÉBERT, assistant de recherche

Mme Denise HELLY, chercheure, responsable de chantier

M. Yvon JOHANISSE, chercheur

Mme Gabrielle LACHANCE, chercheure

(Mme Sophie-Laurence LAMONTAGNE, chercheure)

M. Simon LANGLOIS, chercheur, responsable de chantier

M. André LAROSE, chercheur

(M. Antonio LECHASSEUR, chercheur)

Mme Denise LEMIEUX, chercheure, responsable de chantier

M. M'hammed MELLOUKI, chercheur

Mme Lucie MERCIER, chercheure

Mme Paule OBERMEIR, agente de recherche

(Mme Isabelle PERRAULT, chercheure)

M. Normand PERRON, chercheur

(M. Pierre POULIN, assistant de recherche)

Mme Andrée RAICHE-DUSSAULT, agente de recherche

(M. Norman RYAN, chercheur, responsable de chantier)

(Mme Lise SAINT-JEAN, chercheure)

M. Michel SAINT-LAURENT, assistant de recherche

Mme Diane SAINT-PIERRE, assistante de recherche

Mme Norma SALEM, chercheure

M. Jean-Pierre SIMARD, agent de recherche

(Mme Kathy THOMPSON, assistante de recherche)

(M. Jean TREMBLAY, assistant de recherche)

7. Les chercheurs associés*

Mme Johanne BOISJOLY, professeure à l'Université du Québec à Rimouski

M. Jean de BONVILLE, professeur à l'Université Laval

M. Jean-Charles FALARDEAU, professeur émérite à l'Université Laval

M. Chad GAFFIELD, professeur à l'Université d'Ottawa

Mme Nicole GAGNON, professeure à l'Université Laval

M. Jean HAMELIN, professeur à l'Université Laval

M. Pierre JACQUES, professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi

---

* au 31 mars 1988

M. Bruno JEAN, professeur à l'Université du Québec à Rimouski

M. Jean-Pierre KESTEMAN, professeur à l'Université de Sherbrooke

M. Benoît LACROIX, professeur émérite à l'Université de Montréal

Mme Anne LAPERRIÈRE, professeure à l'Université du Québec à Montréal

M. Pierre-Louis LAPOINTE, directeur au Centre régional des Archives nationales du Québec à Hull

M. Serge LAURIN, professeur au Cégep de Saint-Jérôme

M. Jacques LEMAY, professeur à l'Université du Québec à Rimouski

M. Marc-André LESSARD, professeur à l'Université Laval

M. Guy MASSICOTTE, professeur à l'Université du Québec à Rimouski

M. Yvan MORIN, professeur au Cégep de Rimouski

M. Florian SAUVAGEAU, journaliste, professeur à l'Université Laval

M. Peter SOUTHAM, professeur à l'Université de Sherbrooke

Mme Gladys L. SYMONS, professeure à l'École nationale d'administration publique

M. Étienne TROESTLER, professeur au Cégep de Jonquière

8. Le Comité des publications

M. Léo JACQUES, président

Mme Nicole GAGNON
Professeure à l'Université Laval

M. Jean-Marc GAGNON
Directeur général de Science-Impact
Rédacteur en chef de *Québec-Science*

M. Clément SAINT-GERMAIN
Ex-directeur du Service des lettres au ministère des Affaires culturelles

9. Le Comité Questions de culture

M. Fernand DUMONT, directeur

Mme Madeleine GAUTHIER
Chercheure de l'Institut

Mme Lise GAUVIN
Professeure à l'Université de Montréal

M. Léo JACQUES

Mme Véronique MORIN

M. Jean-Pierre PROULX
Journaliste au *Devoir*

Mme Gladys L. SYMONS
Professeure à l'ÉNAP

10. Le Comité Diagnostic

M. Raymond DUCHESNE
Directeur de la recherche et des études avancées à Télé-Université

M. Fernand DUMONT

M. Jean HAMELIN
Professeur à l'Université Laval

M. Léo JACQUES

M. Jean PROULX
Secrétaire du Conseil supérieur de l'éducation

M. Norman RYAN
Consultant

INTRODUCTION

Par suite de la décision des autorités gouvernementales de modifier le statut de l'Institut (1986), des démarches ont été poursuivies en vue d'une affiliation à un établissement universitaire. Nous devrions connaître bientôt les conclusions du Gouvernement.

La réduction de notre budget de fonctionnement nous a incités à un effort systématique pour recourir à de nouvelles sources de subventions ou de commandites. Les résultats sont fort encourageants, comme on pourra le vérifier dans la suite de ce rapport. Il ne s'agit pas, pour autant, de modifier nos orientations au gré des circonstances. Nous tâchons, autant qu'il est possible, d'intégrer subventions et commandites à nos propres projets: condition essentielle pour qu'un centre de recherche se développe selon une indispensable cohérence.

Comme d'habitude, ce rapport annuel comporte trois sections. La première esquisse un état de la recherche. La deuxième section dresse un bilan des activités complémentaires, des publications, des services. La troisième partie rassemble des documents pertinents, dont les états financiers.

Première partie

ÉTAT DE LA RECHERCHE

Rappelons que les recherches de l'Institut sont réparties selon cinq grandes orientations: la famille, les sexes, les générations; les communautés ethnoculturelles; la création et la diffusion de la culture; les tendances socioculturelles; les histoires régionales. Une équipe de chercheurs est rattachée à chacune de ces orientations, mais avec une relative souplesse qui doit prévenir tout cloisonnement abusif. Certaines de ces équipes sont consolidées depuis quelques années; d'autres sont plus récentes. Nous tenons toujours à ce que ces équipes fassent appel à des collaborations extérieures, en particulier à des chercheurs d'universités.

Plusieurs travaux, dont parfois le démarrage remonte à quelques années, sont terminés. D'autres ont été mis en chantier, en nombre moins considérable que nous l'aurions souhaité. Ce n'est pas faute d'imagination. Nous le disions l'an passé: tenant compte de la situation d'incertitude où nous étions quant au statut de l'Institut, il nous a fallu user de prudence dans la mise en route d'initiatives nouvelles. Nous n'avons pas cessé pour autant d'en préparer les réalisations prochaines.

Notre principale difficulté réside dans l'impossibilité de garantir à certains de nos chercheurs un emploi à long terme. De nouvelles modalités sont à mettre en oeuvre sur ce point; mais elles sont liées à la stabilité du statut éventuel de l'Institut et à la nécessaire souplesse dans les orientations.

On remarquera que, dans cette section, nous ne mentionnons pas les publications des chercheurs. Il a paru commode d'en dresser une liste systématique, que l'on trouvera plus loin dans ce rapport.

I

LA FAMILLE, LES SEXES, LES GÉNÉRATIONS

Responsable: Denise Lemieux

La jeunesse, le troisième âge, la condition féminine et masculine: ce sont là des thèmes immenses que l'équipe ne saurait évidemment couvrir selon toute leur complexité. On tâche néanmoins, comme il a été souligné dans les rapports précédents, de tenir compte de leurs interrelations et de les situer dans la perspective des changements socioculturels. Le destin de la famille est au centre de ces préoccupations.

Les changements familiaux

La croissance des familles monoparentales et leurs conditions économiques souvent précaires constituent évidemment un problème capital. La parution, à l'automne 1988, d'un ouvrage de Renée Dandurand et Lise Saint-Jean, *Des mères sans alliance*, apportera une moisson de données significatives sur les processus individuels et familiaux qui conduisent aux désunions et à la création de familles monoparentales. Un deuxième ouvrage de Renée Dandurand (également sous presse), *Le mariage en question: essai sociohistorique*, retrace, dans les monographies des années 1960 et 1970, les indices latents d'une crise de la conjugalité qui a pris plus d'ampleur par la suite. Ces deux ouvrages sont l'aboutissement de recherches menées à l'Institut depuis quelques années et dont les précédents rapports annuels ont décrit les objectifs et les démarches. Pour sa part, Lise Saint-Jean, à partir d'entrevues auprès de fondatrices et de directrices d'associations de familles monoparentales ainsi que d'un inventaire des archives, a étudié les fonctions de ces formes nouvelles de regroupement.

Les solidarités

Une enquête dirigée par Renée Dandurand sur les *Solidarités de parenté en milieu urbain* sera bientôt commencée. Marie-Marthe Brault et Lise Saint-Jean mettent au point un ensemble d'études, annoncées dans notre rapport précédent, et qui s'intitule pour l'instant *Entraide et solidarités*.

Les âges

L'ouvrage de Marie-Marthe Brault, *Du loisir à l'innovation. Les associations volontaires de personnes retraitées*, présentait un certain nombre d'expériences originales de personnes âgées du Québec regroupées autour d'objectifs diversifiés. Madame Brault poursuit maintenant une autre recherche sur les personnes retraitées, cette fois sous l'angle du bénévolat pour et par les personnes âgées. Il s'agit d'étudier les modalités d'insertion sociale des retraités au sein des organismes bénévoles. Cette enquête s'accompagne d'une réflexion sur les nouveaux rapports du bénévolat à l'État. La cueillette des données est complétée.

C'est dans ce même contexte du vieillissement de la population et des remaniements des liens sociaux qu'on peut situer la naissance d'une presse spécialisée destinée aux personnes âgées. Grâce à l'analyse de contenu de périodiques et d'entrevues auprès de responsables de journaux, Gabrielle Lachance tente de repérer les transformations de la culture des personnes âgées au cours des deux dernières décennies. Une communication sur «La personne âgée dans la presse spécialisée» a été présentée au colloque de l'Association québécoise de gérontologie (mai 1987) et un rapport (en préparation) présentera les résultats de l'analyse thématique.

Sur les jeunes, Isabelle Perrault publiera à l'automne une volumineuse bibliographie chronologique des études québécoises. Léon Bernier termine un bilan de la recherche sur la jeunesse québécoise. Au cours de cette année, monsieur Bernier a formulé un nouveau projet de recherche sur la fugue chez les adolescents dans la région montréalaise. Cette étude, qui a reçu une subvention du CRSSMM, tentera de mesurer l'évolution du phénomène dans les cinq dernières années mais surtout, à partir de récits de vie, visera à explorer la complexité des processus individuels, familiaux et sociaux qui contribuent au comportement de fugue. Cette étude suscite un vif intérêt chez les intervenants auprès de la jeunesse. Sur les récits de vie, monsieur Bernier a préparé deux communications en vue du colloque de l'ACSALF (mai 1988).

Les âges de la vie des femmes

Tout comme la précédente recherche envisage l'adolescence dans sa dimension de transition à l'âge adulte plutôt que comme une catégorie nettement définie, la recherche de Denise Lemieux et Lucie Mercier vise à cerner le passage de la femme à diverses étapes du cycle de la vie, en mettant l'accent sur les composantes

historiques. Entre l'allongement de l'existence et le déclin de la fécondité, les données démographiques témoignent d'un bouleversement du cycle de vie. On a voulu rejoindre ce phénomène sous l'angle de la vie quotidienne et des rituels qui accompagnent les grands passages de l'existence, de manière à faire ressortir la nature graduelle des changements sur une période séculaire. Cette recherche, entreprise depuis quelques années, est terminée et a donné lieu à un manuscrit qui sera bientôt édité; réalisé à partir d'un matériel autobiographique, l'ouvrage présente un portrait de la vie des Québécoises pour une période ancienne mais qui déjà laisse entrevoir certains éléments de modernisation. La sociabilité familiale, la maternité, l'éducation, la vie affective, la maladie et la mort reçoivent un éclairage souvent imprévu de ces documents autobiographiques. Pour la période moderne, l'analyse d'entrevues est commencée et laisse déjà apparaître d'intéressantes comparaisons.

Gabrielle Lachance a présenté une communication sur l'expérience du concours «Mémoire d'une époque» au colloque *Mémoires, histoires, identités*. Denise Lemieux y a également présenté une communication sur la statuaire comme lieu de mémoire.

Outre ces travaux qui s'inscrivent directement dans la problématique du chantier, certains chercheurs ont donné des communications sur des aspects plus généraux de la culture. Renée Dandurand a présenté un bilan des théories de la culture au Québec dans le cadre d'une table ronde organisée au Congrès des sociétés savantes. Gabrielle Lachance a présenté, à l'Association des études canadiennes, une communication sur l'industrialisation du Québec et l'expression culturelle. Enfin, certains chercheurs ont fait des exposés dans le cadre de séminaires universitaires, dirigé des thèses et participé à des comités d'évaluation scientifique; ainsi, Denise Lemieux a fait partie du comité du CRSRS pour les «subventions stratégiques» dans le secteur familles et socialisations; Renée Dandurand a été consultante pour une étude de Santé-Québec et pour un sondage effectué par le GRASP/SST.

II

LES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES

Responsable: Denise Helly

Jusqu'à maintenant, les chercheurs de cette équipe ont surtout mis l'accent sur l'étude des communautés culturelles et sur la condition des immigrants. Cette première phase était nécessaire afin de mieux assurer des recherches qui porteront désormais sur des problématiques à la fois plus complexes et plus circonscrites. Un gros effort de réflexion a été consacré à la planification de cette nouvelle étape.

Des recherches terminées

Au cours de l'année, trois projets de recherche ont été achevés.

Deux de ces études concernaient des aspects de l'intégration de groupes immigrés durant les années 1900-1946. Norma Salem a retracé l'histoire du groupe syro-libanais depuis la fin du XIX^{e} siècle, en insistant sur l'accès aux occupations et l'établissement d'institutions ethno-religieuses. Quant à l'étude poursuivie par Pierre Anctil sur les rapports entre Juifs, Francophones et Anglophones au Québec, elle donnera lieu à la publication de deux ouvrages au cours de l'automne 1988. L'un de ces livres traite des rapports en cause, du début du XIX^{e} siècle à 1940, se centrant particulièrement sur la période de 1920 à 1940. Le second volume retrace la position de personnalités intellectuelles marquantes (Henri Bourassa, André Laurendeau) et, plus généralement, du journal *Le Devoir*.

La recherche menée par Gary Caldwell concernait les facteurs de l'émigration des immigrés hors du Québec. Entreprise il y a quelques années, cette recherche donne lieu à un premier rapport qui met en évidence le statut socio-occupationnel, la connaissance du français, la présence d'enclaves ethniques institutionnalisées, les vagues migratoires.

De nouvelles orientations

Au Québec, jusqu'en 1977, la langue française était le symbole d'une communauté historique. La loi 101 a modifié cette fonction de la langue. De plus en plus nombreux à fréquenter l'école francophone et à utiliser le français au travail, les immigrés disposent néanmoins d'une autre mémoire historique, celle de leur pays d'origine. Aussi, la langue française peut devenir pour eux un simple outil de communication et de promotion sociale si la société francophone de souche ne change pas sa représentation d'elle-même et ne perpétue pas la volonté d'intégration que manifeste la loi 101.

Le nouvel essor de l'économie du Québec engendre de nouveaux besoins de main-d'oeuvre spécialisée. Cette situation entraîne deux conséquences: une sélection économique plus stricte des immigrants et le transfert des immigrés peu qualifiés vers des enclaves de travail à bon marché. Ce transfert correspond, pour des travailleurs et des petits entrepreneurs immigrés, à une mise à l'écart des milieux de travail syndiqués, actifs politiquement et protégés socialement. Cette situation ne facilite pas leur intégration à la société québécoise.

La faible croissance démographique au cours des décennies à venir et les maigres résultats des politiques natalistes appliquées actuellement en Europe (France, Allemagne de l'Est) ont conduit à envisager une hausse significative de l'immigration au Québec. Cette décision, en regard de l'évolution économique, comporte d'autres incidences pour l'insertion des futurs immigrants.

Enfin, par suite de conflits politiques dans certains pays du Tiers-Monde, de nombreux réfugiés sont arrivés au Québec et les origines des immigrants se sont diversifiées au fil des années. À la suite de cette accentuation des distances culturelles entre nouveaux venus et résidents, doublées souvent d'une distance raciale, des réactions de xénophobie apparaissent.

Ce nouveau contexte soulève deux questions: comment définir la participation et le sens d'appartenance des immigrés à la collectivité francophone, afin d'éviter une plus grande fragmentation culturelle, sociale et idéologique de la société québécoise? Comment cette dernière doit-elle s'adapter afin de tenir compte du nouveau pluralisme culturel, religieux et idéologique que véhicule l'immigration?

La recherche dans le champ des problèmes ethniques nous semble devoir répondre à ces diverses interrogations en analysant les mécanismes sociologiques qui gênent la participation des immigrés à la société québécoise.

En conséquence, plusieurs thèmes de recherche ont été retenus: la place des immigrés et des Néo-Québécois dans l'économie québécoise, le rôle de l'école dans l'intégration de ces derniers, les facteurs de consolidation ou de formation des communautés culturelles, la perception de l'immigration. Quatre projets de recherche ont été élaborés au cours de 1987-1988; ces recherches seront poursuivies durant les années 1989-1991.

Grâce à la collaboration de l'Université du Québec à Montréal et de l'Institut, une recherche dirigée par Anne Laperrière portera sur la construction de la perception des relations interethniques par les élèves de polyvalentes montréalaises. Depuis une dizaine d'années, le Québec a connu une forte arrivée d'immigrants venus d'Asie, des Caraïbes et d'Amérique latine et appartenant à des groupes raciaux. Ces groupes sont venus rejoindre, dans l'école française québécoise, un contingent considérable d'enfants d'immigrants plus anciens qu'y amenait la loi 101. Ainsi, en 1985-1986, ces élèves représentaient 34,5 % de la clientèle de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Ce phénomène a déclenché, dans l'école montréalaise, non seulement une remise en question des méthodes et des contenus pédagogiques mais aussi de l'identité culturelle véhiculée en milieu scolaire. Un tel contexte représente une occasion propice à l'étude du processus de structuration de l'identité culturelle et ethnique. L'adolescence est en effet une période charnière dans la construction de l'identité; elle marque la transition vers une sociabilité plus étendue, de la famille au groupe de pairs, puis à des groupes de référence plus larges.

Des ressources financières pour la poursuite de cette recherche ont été obtenues du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, du ministère de l'Éducation du Québec et de la Direction du multiculturalisme.

Une deuxième recherche, dirigée par Denise Helly et Johanne Boisjoly, portera sur la place de la main-d'oeuvre ethnique dans l'économie québécoise. Il s'agit de savoir sur quels marchés de travail se trouvent les immigrés et leurs descendants, de connaître les facteurs qui affectent cette répartition (notamment celle des nouveaux arrivants) et enfin, de repérer le poids d'éventuels discriminants agissant dans le monde du travail. Cette recherche sera financée en partie par le ministère fédéral du Multiculturalisme et par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

Une troisième recherche conduite par Jean Renaud et Denise Helly visera à construire un questionnaire utile à une étude longitudinale sur l'adaptation d'immigrants arrivés récemment au Québec et d'appartenances ethniques différentes. Cet instrument permettra de définir les situations connues par de nouveaux arrivés au cours de leurs permiers mois et de leurs premières années de résidence au Québec. Il sera financé partiellement par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Un quatrième projet mené par Alberte LeDoyen et Denise Helly veut décrire les itinéraires socioprofessionnels d'entrepreneurs *ethniques* et la perception qu'ils ont de leur cheminement occupationnel. On analysera aussi les plans de carrière que ces personnes ont conçus pour leurs enfants. Cette recherche bénéficie d'une participation financière du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Activités des chercheurs

Denise Helly a participé au colloque sur l'immigration lors du Sommet de la francophonie en août 1987 et à d'autres colloques sur le même thème.

Norma Salem a contribué à plusieurs séminaires sur le rôle de la religion au sein des écoles publiques du Québec, l'immigration arabe à Montréal, l'intégration des communautés culturelles, notamment au colloque de l'Alliance des professeurs de Montréal (avril 1988), au Franklin et Marshall College (mars 1988), à l'Association pour les Nations-Unies de Québec (décembre 1987), à la Société canadienne des études ethniques (octobre 1987), à Georgetown University (septembre 1987), et au Centre Monchanin (avril 1987). Madame Salem est membre du Conseil d'administration du Centre des services sociaux du Montréal métropolitain et du Conseil d'administration de la Société canadienne d'études ethniques.

Pierre Anctil a participé à un atelier au congrès de la Société internationale pour l'éducation interculturelle, en mai 1987. Il a donné une communication sur les communautés culturelles de Montréal au congrès de l'ACFAS (mai 1987). Il a apporté d'autres contributions à un colloque du Centre Monchanin, à la Rencontre internationale Jack-Kerouac, au colloque biennal de la Société canadienne d'études ethniques. Il a organisé, de concert avec les responsables de la bibliothèque publique juive, un colloque sur la langue et la culture yiddish. Monsieur Anctil est membre du bureau de direction de la Société canadienne d'études ethniques et du comité de rédaction de la revue *Études ethniques*.

III

LA CRÉATION ET LA DIFFUSION DE LA CULTURE

Responsable: Norman Ryan

L'établissement de ce chantier remonte à 1986; sa consolidation est en cours. Norman Ryan en a assumé la direction d'une façon intérimaire; son mandat est maintenant terminé. Un nouveau responsable devrait être nommé lorsque pourront être mis en route les nouveaux projets de recherche.

Des projets en voie d'achèvement

Thérèse Hamel et M'hammed Mellouki ont poursuivi au cours des dernières années une vaste enquête historique sur la formation des maîtres au Québec. Les auteurs mettent actuellement la dernière main à la rédaction d'un volumineux rapport de recherche qui doit être déposé pour évaluation au cours de l'été 1988.

Laurence Lamontagne est responsable, depuis 1985, d'une étude sur les nouvelles technologies et la vie quotidienne. Les matériaux utilisés sont divers: inventaire des travaux publiés sur la question, analyse de la presse, questionnaire auprès d'étudiants du niveau secondaire. L'auteure achève la rédaction d'un rapport de recherche qui sera vraisemblablement terminé, lui aussi, à l'été 1988.

Le démarrage de l'étude sur l'évolution des pratiques journalistiques remonte à 1985. Cette étude vise à reconstituer les transformations de ces pratiques depuis la Seconde Guerre mondiale et à mettre en évidence les causes de ces transformations. L'enquête est centrée sur le cas montréalais, à partir d'une typologie des principaux journaux. Florian Sauvageau, Jean de Bonville et Gilles Lesage dirigent cette recherche. On s'intéresse à la fois à l'analyse de contenu des médias en cause, à l'organisation et aux pratiques journalistiques. Des rapports partiels ont été rédigés à la suite des diverses étapes de l'investigation. Un rapport d'ensemble devrait bientôt être présenté.

De nouveaux projets

De divers côtés, on s'interroge sur la teneur de la culture effectivement acquise par les élèves de nos établissements d'enseignement. Il ne s'agit pas seulement d'évaluer des connaissances au sens où des tests appropriés pourraient les mesurer, mais de dégager des aptitudes: capacité d'analyse et de diagnostic, capacité de quérir de l'information, etc. En somme, on parle souvent de *culture générale* ou de *formation générale*: comment en rendre compte? Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'importance capitale du problème. Par ailleurs, l'approche de la question est particulièrement difficile, aussi bien pour ce qui est de la problématique que pour ce qui concerne la méthodologie à utiliser. En collaboration avec le ministère de l'Éducation, et grâce à des ressources du programme de l'aide à la recherche dans les cégeps, Philippe Reid, professeur au Cégep Garneau, sera attaché à l'Institut à partir de l'automne afin de procéder à une étude préliminaire qui conduira peut-être à une recherche d'envergure.

Un institut de recherche sur la culture doit évidemment s'intéresser aux médias de communication. Mais les recherches en ce domaine sont nombreuses et diversifiées. Nous ne songeons évidemment pas à en couvrir tous les aspects. Nous pensons à nous concentrer sur les dimensions politiques et juridiques. Florian Sauvageau, professeur à l'Université Laval, qui sera détaché à mi-temps à l'Institut à partir de septembre 1988, sera chargé de mettre en route des recherches en ce sens. On commencera naturellement par un bilan des études faites et par une prospective sur les études à effectuer; ce bilan sera publié.

Activités des chercheurs

Thérèse Hamel a donné trois exposés, en marge de sa recherche sur l'histoire de la formation des maîtres, à l'Université de Montréal, à l'Université Laval et à l'Ontario Institute for the Study of Education.

M'hammed Mellouki a été chargé d'un cours de sociologie de l'éducation à l'Université Laval; il est membre du groupe d'étude sur la réforme de l'éducation au Québec.

Laurence Lamontagne a donné une conférence à Lund (Suède) sur l'acclimatation à l'hiver, adaptation et domestication (août 1987). Elle a participé à la préparation du projet «identité culturelle» du Musée de la civilisation.

Fernand Dumont a prononcé plusieurs conférences: au colloque de l'Association internationale des universités de langue française (Paris, juin 1987); au colloque sur l'oeuvre de Marcel Rioux organisé par le Département de sociologie de l'Université de Montréal (octobre 1987); à l'Assemblée des Évêques du Québec (mars 1988); au séminaire de recherche pastorale de la Faculté de théologie de l'Université Laval. Il a donné la conférence d'ouverture au Congrès sur la langue française organisé par la C.E.Q. (janvier 1988). Monsieur Dumont est membre du conseil de direction des *Cahiers internationaux de sociologie*, des comités de rédaction de *Sociologie et sociétés, Questions de culture, Diagnostic, Laval théologique et philosophique*.

IV

LES TENDANCES SOCIOCULTURELLES

Responsable: Simon Langlois

Les travaux de ce chantier, qui ont débuté en 1987, portent sur les tendances socioculturelles entendues au sens large, observables dans plusieurs sphères d'activités: pratiques culturelles, vie quotidienne, sociabilité, etc.

Le projet principal: un tableau d'ensemble des tendances

Au total, soixante-douze thèmes différents ont été identifiés, que l'on cherche à caractériser à l'aide de séries statistiques continues, lorsqu'elles sont disponibles, ou d'indicateurs tirés d'analyses déjà publiées.

La recherche ne comporte pas de cueillette originale de données; elle est menée à partir de sources secondaires. En plus d'analyser des indicateurs et des séries statistiques connues (régime d'emploi, taux de chômage, régime d'études, etc.), une attention particulière est accordée à des données et des séries statistiques susceptibles de mettre en évidence des tendances nouvelles. Pensons au nombre de voyages des touristes à l'étranger, au taux de possession d'une résidence secondaire, au nombre des associations, au taux de fréquentation des cinémas, etc.

La période retenue remonte à l'après-guerre; mais l'année 1961 sert le plus souvent de première année de référence, à cause de la disponibilité des données secondaires. Lorsque des séries continues ne sont pas disponibles, on retient des observations standardisées recueillies à trois moments différents, au moins, sur une période minimum de cinq ans, afin d'être en mesure de dégager une tendance.

Le projet prévoit la rédaction de diagnostics relativement courts, allant de quelques feuillets à un maximum d'environ une dizaine de pages, textes accompagnés de séries statistiques choisies parmi les plus pertinentes. On visera avant tout à dégager les tendances d'ensemble; ce qui exclut les observations tirées d'enquêtes transversales. On dégagera aussi les variations observables dans des groupements pertinents: âge, sexe, région, type de ménage ou de famille, etc., puisque les moyennes cachent le plus souvent des situations fort contrastées. La recherche de données et la rédaction de textes sont en cours et il est prévu que cette première étape sera complétée vers le mois de décembre 1988. Voici la liste des tendances pour lesquelles une première version a été rédigée au cours de l'année; ce qui représente un peu plus de la moitié environ des textes prévus dans la première phase du projet:

Tendances démographiques
Tendances macro-économiques
Tendances macro-technologiques
Jeunes
Troisième âge
Parentèle
Vie locale
Vie associative
Modèles de rôle
Travail des femmes
Chômage
Formes d'emploi
Secteurs de travail
Statut occupationnel
Inégalités économiques
Conflits
État
Institution scolaire
Santé
Syndicalisation
Croyances religieuses
Revenus et niveaux de vie
Économie informelle
Patrimoine et richesse
Consommation
Information
Soins personnels
Gestion du temps
Temps libre
Vacances et voyages
Pratiques sportives
Pratiques culturelles
Formation générale
Immigration et minorités
Délinquance
Problèmes de comportements
Pauvreté

Une fois les diagnostics rédigés, on préparera un certain nombre de monographies, afin de pousser plus loin l'analyse et l'interprétation. On tentera d'établir des relations entre les tendances observées, et une attention spéciale sera accordée à la recherche d'une périodisation des changements sociaux et culturels depuis trente ans.

Toute recherche sur les tendances prend une signification différente lorsqu'elle est menée dans une perspective comparative avec d'autres pays. Tel est le cas de la présente étude. Dès le début du projet, l'équipe a collaboré avec trois autres équipes de recherche: une équipe américaine, dirigée par le professeur Theodore Caplow, une équipe française, dirigée par le professeur Henri Mendras et une équipe allemande, dirigée par le professeur Wolfgang Glatzer. La liste des tendances à examiner a été établie en commun, de même que la grille d'analyse et la liste indicative des données ou des séries statistiques à recueillir. Un consensus s'est dégagé afin d'établir des paramètres dans la constitution des dossiers, dans le but de rendre possible des analyses comparatives.

Les membres des quatre équipes se sont rencontrés une première fois à Paris, en mai 1987, dans le but de fixer les grandes orientations de ce projet d'étude comparative. La seconde rencontre a été organisée à Francfort en mai 1988; on y a analysé les premiers travaux effectués par les quatre groupes sur un certain nombre de tendances, dans le but de standardiser le plus possible la présentation des analyses et de discuter plus avant des problèmes que pose la comparaison entre pays différents. La liste des tendances a été revue et une liste d'indicateurs a été établie. Une troisième rencontre est planifiée, pour le mois de décembre 1988, à Québec. L'Institut assume le secrétariat de ce groupe international et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada a accordé une subvention pour couvrir les frais de voyage.

Cette collaboration avec d'autres équipes devrait déboucher sur la publication de quatre ouvrages, chacun suivant le plus possible le même plan. Chaque ouvrage formera un tout par lui-même. Mais il est évident que la publication d'ouvrages écrits selon les mêmes normes facilitera l'étude comparative et apportera un éclairage particulier sur les tendances qui auront été dégagées.

Le projet est dirigé par Simon Langlois, responsable du chantier, qui demeure professeur à demi-temps au Département de sociologie de l'Université Laval. Quatre autres personnes travaillent à ce projet: Jean-Paul Baillargeon, dont les services sont prêtés par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Gary Caldwell et Guy Fréchet, à titre de chercheurs, et Jean-Pierre Simard, à titre d'agent de recherche.

Le chômage et la précarité du travail chez les jeunes

Au projet majeur que l'on vient de décrire se greffent quelques études sectorielles qui visent à étudier plus en profondeur certaines tendances ou certains aspects.

Madeleine Gauthier a terminé, au cours de l'année, la rédaction d'un rapport de recherche sur le chômage des jeunes, qui est en cours de publication à l'Institut. Elle a entrepris en janvier une autre recherche, qui s'inscrit dans la suite de la précédente, sur la précarité du travail et l'insertion des jeunes dans la vie active. L'objectif principal est d'élaborer une typologie des formes d'entrée sur le marché du travail et de la précarité de l'emploi chez les jeunes; en second lieu, on se propose d'analyser les retombées de ces formes d'insertion sur les genres de vie des jeunes. Les données analysées proviennent de l'Enquête sur l'activité réalisée conjointement par Statistique Canada et par Emploi et Immigration Canada. À cela s'ajoutent des entrevues effectuées auprès d'un échantillon de jeunes vivant à Montréal, à Québec et dans quelques petites villes. Subventionnée par Emploi et Immigration Canada, la recherche s'étendra jusqu'au printemps 1990. Jean-Pierre Simard a collaboré à cette étude à titre d'agent de recherche, de même que Marc Deschênes, qui a réalisé des entrevues.

Autres activités des chercheurs

Simon Langlois est membre des conseils d'administration de l'ACFAS et de l'ACSALF. Il a été président de deux jurys au Fonds FCAR et il est éditeur de la revue *Recherches sociographiques*.

En plus de collaborer au projet sur les tendances, Gary Caldwell a travaillé à la rédaction finale du rapport de recherche sur le projet Montréal, dont il a été le responsable dans le chantier sur les communautés ethnoculturelles. Monsieur Caldwell prépare l'édition d'un ouvrage collectif, *National Survival in Dependant Societies; the Cases of Quebec and Poland*. Il a organisé un séminaire de recherche, en collaboration avec Yolande Cohen du Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal, sur les mutations du milieu rural au Québec (octobre 1987). Ce colloque était sous l'égide de *Recherches sociographiques*, revue dont monsieur Caldwell est membre du comité de rédaction. En outre, il a présenté une communication au Congrès des sociétés savantes (mai 1987): «The exceptionality of the Quebec post-war societal system relative to Ontario's»; il a donné une conférence à un colloque organisé par Centraide, à Montréal: «Le pluralisme culturel et l'avenir de la ville de Montréal».

Madeleine Gauthier est membre du Comité scientifique pour l'organisation d'un colloque international sur l'adolescence, à l'initiative du Mont-Saint-Antoine de Montréal. Elle a participé à une table ronde sur les nouveaux visages de la pauvreté, organisée par le Conseil diocésain de pastorale sociale, et elle a donné un séminaire sur les jeunes et l'emploi au Département de science politique de l'Université Laval. Elle est membre du comité de la collection *Questions de culture*.

Guy Fréchet a préparé un rapport de recherche, qui termine des travaux effectués avant son entrée à l'Institut: *Bilan de la pénétration et de l'utilisation de l'informatique au gouvernement du Québec*, pour le ministère des Communications.

Jean-Paul Baillargeon est membre du Comité consultatif de la statistique culturelle de Statistique Canada et du Comité d'orientation des statistiques culturelles du Bureau de la statistique du Québec.

V

LES HISTOIRES RÉGIONALES

Responsable: Fernand Harvey

Le principal objectif de ce chantier est de réaliser une synthèse historique des différentes régions du Québec, des origines à nos jours, en tenant compte des grandes dimensions: cadre géographique, démographie et peuplement, structure économique, organisation sociale, culture et religion. Tout en respectant les exigences de la méthodologie historique, chaque synthèse se veut accessible au grand public. On élabore également des instruments de travail en rapport avec les études régionales, notamment des bibliographies et des inventaires divers.

Les synthèses en cours

L'Histoire des Laurentides, sous la direction de Serge Laurin, professeur d'histoire au Cégep de Saint-Jérôme, est achevée. Une révision finale a été réalisée en collaboration avec Yves Martin. Abondamment illustrée, cette *Histoire des Laurentides* devrait être publiée au cours de l'hiver 1989.

Le projet d'Histoire des Cantons de l'Est est sous la direction de Jean-Pierre Kesteman, professeur au Département de sciences humaines de l'Université de Sherbrooke, avec la collaboration de Peter Southam du même département. Le directeur du projet est responsable de la rédaction finale; celle-ci devrait être terminée au début de 1989.

L'Histoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean est à toutes fins pratiques terminée. Le manuscrit a été déposé par Camil Girard et Normand Perron, chercheurs à l'IQRC. Une lecture préalable a été faite par Yves Martin et certaines modifications seront apportées au manuscrit avant la publication de l'ouvrage prévue pour 1989. Rappelons que la direction administrative du projet a été confiée à Pierre Jacques, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Chicoutimi, alors que Fernand

Harvey en assumait la direction scientifique. Parmi les principaux collaborateurs du projet, mentionnons Étienne Troestler, professeur de géographie au Cégep de Jonquière et Jean Tremblay, assistant de recherche.

L'élaboration de l'Histoire du Bas-Saint-Laurent est dirigée par Jacques Lemay, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Rimouski. L'équipe comprend aussi Antonio Lechasseur et Fernand Harvey, chercheurs à l'IQRC, Yvan Morin, professeur d'histoire au Cégep de Rimouski, Bruno Jean et Guy Massicotte, professeurs à l'UQAR, et Jean-Charles Fortin, étudiant gradué à la même université. L'équipe poursuit la rédaction des chapitres concernant la période ultérieure à 1850. Son objectif est de déposer un manuscrit final à la fin de 1988.

Amorcée en juin 1987, l'Histoire de l'Outaouais est sous la direction scientifique de Chad Gaffield, professeur d'histoire à l'Université d'Ottawa. L'équipe comprend également André Larose, chercheur à l'IQRC, Pierre-Louis Lapointe, historien et directeur des Archives nationales du Québec dans l'Outaouais et Jean-Louis Grosmaire, professeur de géographie au Cégep de l'Outaouais. Au cours de l'été 1988, sept assistants de recherche ont été engagés par l'Institut afin de procéder à la cueillette de documents. Depuis 1988, Nicole Patry-Trudel, directrice générale du Conseil régional de la culture de l'Outaouais, assume la direction administrative du projet dont la durée prévue est de trois ans.

Un nouveau projet, l'Histoire de la Côte-du-Sud, a été accepté par le Comité scientifique de l'Institut au printemps 1988. La recherche est dirigée par Alain Laberge, chercheur associé à l'IQRC et chercheur à l'Université Laval. L'équipe se compose également de Diane Saint-Pierre, qui assume en outre la direction administrative du projet, Martine Côté, Jacques Saint-Pierre, Yves Hébert et Philippe Picard.

Les instruments de travail

Jusqu'ici, la collection des bibliographies régionales comprend huit volumes. Cinq manuscrits font l'objet de révision en vue de leur publication: *Rive-Sud de Québec* (Françoise Demontigny-Pelletier et Andrée Raiche-Dussault), *Côte-Nord* (Gaston Saint-Hilaire), *Haut-Saint-Laurent* (Monique Perron), *Côte-de-Beaupré/Île d'Orléans* (Diane Bélanger et Monique Villemure), *Beauce/Dorchester* (Jean-René Breton). Deux autres projets de bibliographies régionales sont en route; celui du *Bas-Saint-Laurent* (Antonio Lechasseur) et celui de l'*Outaouais* (Pierre-Louis Lapointe).

L'encadrement scientifique des chercheurs et la révision des bibliographies régionales sont assumés par Andrée Raiche-Dussault. Paul Aubin et Louis-Marie Côté ont apporté leur collaboration pour quelques manuscrits.

Parmi les autres instruments de travail en voie d'élaboration à l'Institut, citons le projet de *Guide des archives paroissiales et des fabriques de la Côte-du-Sud*, sous la responsabilité de Diane Saint-Pierre et de Yves Hébert. Ce travail, entrepris

grâce à une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, couvre les 69 paroisses de la région. Il fera l'objet d'une publication à diffusion restreinte.

La Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada

Mieux connu sous le nom d'HISCABEQ, l'inventaire bibliographique de l'histoire du Québec et du Canada est sous la direction de Paul Aubin, assisté de Louis-Marie Côté.

L'Institut a déjà publié trois tranches de cette importante bibliographie. La recherche en cours depuis 1986 concerne une quatrième tranche couvrant les années de parution 1981-1985 et s'achèvera au printemps 1989.

La contribution des institutions régionales et nationales

L'une des caractéristiques du chantier des histoires régionales est d'impliquer le milieu régional dans le financement des travaux. Pour ce faire, le directeur administratif de l'Institut, Georges Lamy, est responsable des relations avec les régions. Des comités ont ainsi été créés au Saguenay–Lac-Saint-Jean, dans l'Outaouais et sur la Côte-du-Sud, sous la présidence de personnalités connues dans leurs milieux respectifs, afin de recueillir les fonds nécessaires auprès des institutions et du grand public. Les résultats obtenus dans le cas de ces régions sont fort encourageants et témoignent d'un intérêt manifeste de la part des milieux régionaux.

Mentionnons aussi la collaboration du Cégep de Saint-Jérôme dans le projet d'Histoire des Laurentides et celle de plusieurs institutions scolaires et régionales pour le projet d'Histoire du Bas-Saint-Laurent: l'Université du Québec à Rimouski, les cégeps de Rimouski, Rivière-du-Loup, Matane, la Société nationale des Québécois de l'Est du Québec.

Perspectives d'avenir

Au fur et à mesure du progrès de la recherche, on voit mieux en quoi l'évolution historique d'une région particulière s'inscrit dans le mouvement général de l'évolution de la société québécoise, en même temps qu'elle y apporte son dynamisme original. Avec la publication prochaine de quelques-unes de ces synthèses, on pourra commencer à esquisser des perspectives de comparaison sur l'économie, les institutions, la culture, etc.

Par ailleurs, le Comité scientifique de l'Institut a souligné la nécessité, à ce stade de développement du chantier, de prévoir un plan d'ensemble pour l'histoire de toutes les régions du Québec. Le directeur du chantier, Fernand Harvey, avec

l'aide de Jean Hamelin, professeur d'histoire à l'Université Laval, a préparé un tel plan d'ensemble.

Activités des chercheurs

Au cours de l'année 1987-1988, Fernand Harvey a participé à plusieurs congrès d'études canadiennes et québécoises: conférence sur les études régionales à l'Université Trent à Peterborough, Ontario (octobre 1987); conférence sur la question linguistique au Québec au St. Patrick's College à Maynooth en Irlande (mai 1988); participation au colloque de Graïnau sur les études canadiennes, en République fédérale d'Allemagne (février 1988); représentation du Canada au Conseil international d'études canadiennes à Catane, Italie (mai 1988); présidence du comité organisateur du colloque annuel de l'Association d'études canadiennes à Windsor, Ontario (juin 1988).

Camil Girard est président du Groupe de recherche sur l'histoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean (GRH). Il a prononcé une conférence sur la «Culture villageoise et les récits de vie» à la rencontre annuelle de l'Association des archivistes du Québec (mai 1987); il a donné une communication sur l'histoire économique du Saguenay–Lac-Saint-Jean au congrès annuel de la Société historique du Canada (juin 1988). Monsieur Girard est membre du jury de l'Association des archivistes du Québec et de celui des Archives nationales du Québec.

Normand Perron a été directeur de la revue *Saguenayensia*, de juin 1985 à mai 1988; il a publié plusieurs articles dans cette revue d'histoire. Il a prononcé une conférence sur l'histoire régionale en mars 1988.

André Larose a soutenu à l'Université d'Ottawa, en décembre 1987, sa thèse de doctorat en histoire intitulée *La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867: les seigneurs, l'espace et l'argent*. Il a présenté une communication sur le même sujet au congrès annuel de l'Institut d'histoire de l'Amérique française (octobre 1987).

Antonio Lechasseur a présenté une communication intitulée «Le Bas-Saint-Laurent: développements et impasses économiques d'une région québécoise aux XIX^{e} et XX^{e} siècles» (congrès annuel de la Société historique du Canada, juin 1988).

Paul Aubin a présenté une communication sur le projet HISCABEQ au congrès annuel de l'Association d'études canadiennes (Hamilton, mai 1987). Depuis 1986, il est responsable de la publication annuelle du *Répertoire des thèses en cours portant sur des sujets d'histoire et autres sujets connexes* publié par la Société historique du Canada. Il continue d'assumer la responsabilité de la chronique bibliographique de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*.

Diane Saint-Pierre, en collaboration avec Yves Hébert, a donné une conférence sur le projet d'inventaire d'archives paroissiales à la Société historique de la Côte-du-Sud (mai 1988). Elle est membre du comité d'évaluation des demandes de

subventions des Archives nationales du Québec. Quant à monsieur Hébert, il est devenu collaborateur régulier à la chronique bibliographique de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*.

Chad Gaffield a présidé une table ronde sur la pratique de l'histoire régionale au Québec et au Canada anglais, lors du congrès annuel de la Société historique du Canada (Windsor, juin 1988).

Deuxième partie

ACTIVITÉS ET SERVICES

Cette partie du rapport annuel regroupe des informations plus détaillées concernant les publications, les activités et les services de l'Institut.

Les contraintes financières subies l'an dernier et l'incertitude persistante au sujet du statut futur de l'Institut se sont répercutées non seulement sur la recherche mais également sur les activités et les publications, dont le rythme a été moins soutenu.

En corrolaire, des énergies importantes ont été drainées par la négociation d'un protocole d'affiliation avec l'Université Laval et par la recherche de financement additionnel.

I

LES ACTIVITÉS

Responsable: Léo Jacques

Diverses activités s'ajoutent à la recherche. Elles empruntent des formes variées: publications, colloques, expositions, concours... Dérivant de la recherche, les activités s'avèrent des canaux privilégiés de diffusion ici et ailleurs.

Colloques

Du 5 au 7 mai 1987, l'Institut fut l'hôte du colloque *Livre et lecture 1800-1850*. Six spécialistes français et dix spécialistes québécois se sont réunis pour échanger sur des questions relatives à l'histoire de l'imprimé. Des représentants de l'École des hautes études en sciences sociales, des Archives nationales et du Musée d'Orsay de Paris, des Archives publiques du Canada, de la Bibliothèque nationale du Québec, des universités d'Ottawa, McGill, Montréal et Laval ont fait état de leurs recherches sur l'imprimé en discutant notamment de ses rapports étroits avec la France et de sa place dans la culture populaire et savante.

Le colloque *Montréal Yiddish*, qui eut lieu à la Bibliothèque juive du 12 au 14 mars 1988, a été organisé sous les auspices de la Bibliothèque juive de Montréal, de l'Université Concordia et de l'Institut. Pierre Anctil, chercheur à l'IQRC, était membre du comité organisateur présidé par Ira Robinson, de l'Université Concordia. Les participants ont débattu de la place de la langue yiddish dans le développement de la communauté juive de Montréal.

Concours

Le Prix Edmond-de-Nevers demeure le seul concours parrainé par l'Institut puisque, pour une deuxième année consécutive, le concours Mémoire d'une époque a été annulé.

À sa septième édition, le Prix Edmond-de-Nevers a couronné la thèse de maîtrise de Hélène Bédard, étudiante en histoire à l'Université Laval. Cette thèse, dirigée par Marc Vallière et Denys Delâge, s'intitulait *Les Montagnais et la réserve de Betsiamites, 1850-1900*. Elle fut choisie parmi les trente et un mémoires inscrits, lesquels provenaient de sept universités québécoises.

La délicate tâche de la sélection fut confiée à un jury de cinq personnes présidé par Brigitte Dumas, professeure au Département de sociologie de l'Université de Montréal. Louise Dechêne, professeure au Département d'histoire de l'Université McGill, Marie-Lise Brunel, professeure au Département d'éducation de l'Université du Québec à Montréal, Jean Forest, professeur au Département d'études françaises de l'Université de Sherbrooke et Gilles Brien, professeur au Module de géographie de l'Université du Québec à Rimouski, constituaient le jury.

La cérémonie officielle de remise du Prix Edmond-de-Nevers 1988 eut lieu à l'Institut le 22 avril 1988. À cette occasion le président de l'Institut, Fernand Dumont, a remis à la lauréate une médaille commémorative, création originale du joaillier montréalais, Jean-Pierre Gauvreau, et a procédé au lancement de l'ouvrage primé.

Salons du livre, congrès

L'Institut s'est associé à divers événements tout au long de l'année en participant, entre autres, aux salons du livre de Montréal, de Hull et de Québec. Il a participé, à titre d'exposant, au congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, au congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française et à la réunion annuelle de la Fondation canadienne pour la protection du patrimoine. Seul ou en collaboration avec l'Association québécoise des presses universitaires (AQPU), il a présenté des soldes de livres à l'Université du Québec à Rimouski, à l'Université du Québec à Chicoutimi, à l'Université Laval, à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université de Montréal.

Les salons du livre de Paris, Bruxelles et Genève furent l'occasion de faire connaître la production de l'Institut à l'étranger.

Les expositions

De nombreux organismes socioculturels et scolaires ont inscrit à leur calendrier d'activités les expositions itinérantes mises gratuitement à leur disposition par l'Institut. Des milliers de Québécois ont bénéficié de cette animation dans leur milieu.

Après cinq ans de tournée, l'exposition «Ulric Bourgeois (1874-1963), photographe du Québec et de la Nouvelle-Angleterre» intéresse toujours un important public. Cette année est remarquable par ses présentations de longue durée. En effet, le Parc historique Georges-Étienne-Cartier de Montréal et la Maison culturelle de Chambly en collaboration avec le Bureau du tourisme de l'endroit l'ont accueillie

pour des périodes de plus de trois mois. Les usagers des bibliothèques de Lachine et de Ville de Laval ont eu le loisir de la fréquenter.

L'exposition «Quelques facettes de l'histoire de la radio» fut très en demande. Parmi les lieux de présentation figurent les villes de Lachine, Saint-Eustache, Cabano, Jonquière, Drummondville, Cowansville et Trois-Rivières.

Les citoyens de Labelle et de Sainte-Anne-des-Plaines, les étudiants de la Polyvalente Massé-Vanier ainsi que les visiteurs du Parc régional de la Rivière-du-Nord ont prisé l'exposition consacrée à l'histoire des Laurentides. Fait à noter, «Histoire des Laurentides» n'est plus en circulation depuis octobre 1987 faute de lieux adéquats pour la recevoir. Rappelons que cette exposition a été présentée dans la région des Laurentides depuis 1985, à plus d'une trentaine de reprises, notamment dans les écoles de la région.

Finalement, le montage «Du manuscrit au livre» connaît une popularité qui ne se dément pas auprès des bibliothèques municipales et scolaires. Cette année encore, les étudiants des cégeps de l'Outaouais, de la Pocatière, de Joliette ainsi que ceux de la Polyvalente Massé-Vanier ont pu se familiariser avec l'ensemble des opérations de fabrication d'un livre. Les bibliothèques de Blainville, Longueuil et Montréal-Nord ont également accueilli cette exposition.

II

LES PUBLICATIONS

Responsable: Léo Jacques

Le cap des cent titres a été franchi. Actes de colloques, bibliographies, documents de recherche, essais, monographies et numéros thématiques composent le catalogue de l'Institut qui offre un éventail de publications scientifiques destinées tantôt à un large public tantôt à un public plus restreint.

Cette année, quinze nouveaux titres totalisant plus de 5 000 pages sont sortis des presses.

Parmi les titres publiés cette année, il se trouve une monographie sur la communauté chinoise de Montréal ayant pour titre *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*. L'auteure, Denise Helly, retrace l'histoire des immigrants chinois arrivés au Québec avant 1951 et montre comment s'est faite leur intégration économique et sociale. Cette étude ethno-historique raconte la création du Chinatown montréalais.

De larges pans de l'histoire de l'activité scientifique au Québec sont mis à jour dans l'ouvrage *Sciences et médecine au Québec*. Sous la direction de Marcel Fournier, Yves Gingras et Othmar Keel, ce volume témoigne des conditions historiques et sociales du développement des sciences au Québec depuis la fin du XIX^{e} siècle jusqu'aux années 1960. Des chercheurs analysent le rôle des institutions universitaires dans la formation des médecins, l'état de l'enseignement des sciences, les pratiques scientifiques et le fonctionnement de divers milieux scientifiques. *Sciences et médecine au Québec* a fait l'objet d'un lancement, le 5 octobre 1987, à la salle des boiseries du Pavillon Judith-Jasmin de l'Université du Québec à Montréal. Cet événement était sous la présidence d'honneur de Claude Corbo, recteur de l'Université du Québec à Montréal, et de Léo Jacques, secrétaire général et responsable des publications à l'Institut.

Une étude sur les associations volontaires de personnes retraitées est parue sous le titre *Du loisir à l'innovation*. La chercheure Marie-Marthe Brault décrit la

genèse et le fonctionnement de ces groupes, puis elle dégage les stratégies de socialisation que sous-tendent les pratiques associatives des personnes retraitées.

En plein débat sur l'implantation d'une politique familiale québécoise, Questions de culture consacre son treizième numéro à la famille. La préparation de *Couples et parents des années quatre-vingt* a été confiée à la sociologue Renée B.-Dandurand. Par leurs analyses et leurs témoignages, les auteurs brossent un tableau des multiples changements qui affectent les relations des couples et des parents. Ils laissent voir comment les institutions juridiques, religieuses et d'assistance aux familles réagissent, s'ajustent aux nouvelles tendances de la vie familiale.

S'ajoute à la collection Diagnostic un sixième titre d'une actualité brûlante, *La politique linguistique du Québec, 1977-1987*. Dix ans après la promulgation de la Charte de la langue française, Michel Plourde, ex-président du Conseil de la langue française, trace un bilan de l'action gouvernementale en matière linguistique et précise les conditions qui lui apparaissent essentielles pour assurer l'avenir de la langue française au Québec.

L'intervention gouvernementale est notable dans le domaine du livre. En mesurer l'impact, tel est en substance le propos de l'ouvrage *Le poids des politiques. Livres, lecture et littérature*, dirigé par Maurice Lemire, avec la collaboration de Pierrette Dionne et de Michel Lord. Les enquêtes et les analyses contenues dans ce collectif permettent de discerner les effets positifs et négatifs de l'intervention étatique notamment au plan de la création littéraire et de la diffusion.

Par ailleurs, l'ouvrage *Livre et lecture au Québec, 1800-1850* illustre les conditions de production et de circulation de l'imprimé prévalant dans la première moitié du XIX^{e} siècle et esquisse le profil de publics lecteurs jusqu'ici peu connus. Claude Galarneau et Maurice Lemire ont réuni sous ce titre les actes d'un colloque, tenu à l'Institut, qui rendent compte de l'état de la recherche sur l'histoire de l'imprimé.

Vivian Labrie signe quatre essais sur le savoir-lire regroupés sous le titre *Alphabétisé-e-s!* où elle explore différentes facettes de l'acte de lire et s'attarde à l'expérience de ceux et celles qui lisent. Elle présente des portraits de lecteurs, décrit ce qui se passe physiquement quand on lit de la fiction et conclut par une réflexion sur la transmission des oeuvres. Son précédent ouvrage intitulé *ABC: trois constats d'alphabétisation* et *Alphabétisé-e-s! quatre essais sur le savoir-lire* constituent l'ensemble d'une enquête ethnographique sur la culture écrite.

La publication de l'ouvrage *À propos d'autogestion et d'émancipation* marque l'aboutissement du projet de recherche sur les pratiques émancipatoires en milieu populaire. Dans deux essais complémentaires, les sociologues Gabriel Gagnon et Marcel Rioux livrent leurs réflexions sur l'avenir de l'autogestion et de l'émancipation au Québec et dans les sociétés industrielles. Alors que Marcel Rioux s'entretient avec des analystes des sociétés industrielles pour savoir si l'émancipation est possible aujourd'hui, Gabriel Gagnon fait le point sur les pratiques alternatives en milieu de travail, dans le quotidien et au plan de la création.

Mentionnons la parution d'un volumineux ouvrage offrant une vue d'ensemble de l'éducation interculturelle et fournissant des pistes de réflexion dans les débats actuels. Dirigé par Fernand Ouellet, *Pluralisme et école* regroupe les travaux de plusieurs chercheurs et pose les jalons pour une approche critique de la formation interculturelle des éducateurs. En plus de présenter un bilan des initiatives européennes et nord-américaines, les auteurs précisent les fondements d'une pédagogie adaptée à la diversité culturelle et définissent les principales composantes de la formation des éducateurs.

Les Montagnais et la réserve de Betsiamites, 1850-1900 a valu à son auteure le Prix Edmond-de-Nevers 1988. Dans cet ouvrage, l'historienne Hélène Bédard met à jour les circonstances de la mise en réserve des Montagnais de la Haute-Côte-Nord et en étudie les conséquences économiques, sociales et politiques sur la communauté montagnaise de Betsiamites.

Avec la parution d'une troisième tranche couvrant la période de 1946 à 1965, la *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada* constitue un important corpus de références s'étendant sur quatre décennies, soit de 1946 à 1980, et un outil de recherche de première main. Les auteurs, Paul Aubin et Louis-Marie Côté, ont colligé près de 22 000 titres de livres, d'articles de périodiques et de thèses parus entre 1946 et 1965.

Deux bibliographies régionales ont été publiées dans la collection Documents de recherche. Daniel Tessier est l'auteur de la *Bibliographie de Lanaudière*. Denis Chabot, Josée Masse, Christian Morissonneau et Réjean Olivier ont collaboré à sa réalisation. La *Bibliographie de la Gaspésie* est l'oeuvre de l'historien Marc Desjardins, co-auteur de l'*Histoire de la Gaspésie*.

Composé d'un guide d'utilisation et d'un jeu de cinq microfiches, *Municipalités et paroisses du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine* fournit des données de base sur les populations municipales et paroissiales de l'Est du Québec depuis 1851 jusqu'à 1981. Ce document fut réalisé par Antonio Lechasseur en collaboration avec Jacques Lemay.

III

STRUCTURES ET INFRASTRUCTURES

Dans cette section, on trouvera diverses informations concernant les états financiers et le financement de l'Institut, le personnel ainsi que les activités des instances.

États financiers

Comparativement à l'année 1986-1987, les revenus de l'Institut ont augmenté de 20 000 $. Ils auraient pu être plus élevés si les intérêts sur dépôts à terme n'avaient pas diminué de 53 614 $ à 13 227 $ alors qu'ils étaient en 1985-1986 de 114 786 $. Le mode de versement des subventions du gouvernement du Québec a occasionné cette diminution des revenus.

Une rationalisation des choix budgétaires a permis de réduire de 7,45 % les dépenses qui sont passées de 2 601 767 $ en 1986-1987 à 2 407 956 $ en 1987-1988.

Il résulte de cet exercice un surplus de 69 166 $ soit 2,79 % des revenus globaux. Ce surplus constitue un léger fonds de roulement intégré au budget 1988-1989.

L'avoir de l'Institut a pu augmenter, grâce à cette situation financière équilibrée, de 354 386 $ à 423 522 $ soit une progression de 19,5 %.

Fonds de dotation

En 1987-1988, le fonds de dotation est passé de 292 460 $ à 318 070 $, soit une augmentation de 8,76 % générée par un portefeuille de dépôts à terme.

Le Conseil du fonds a accueilli au cours de l'année un nouveau membre, M. Jacques-André Chartrand d'Hydro-Québec, en remplacement de M. Pierre Henry, démissionnaire.

Le Conseil a planifié, en cours d'exercice, un rapprochement efficace du secteur privé et de l'Institut afin que des recherches puissent éventuellement être réalisées avec le concours financier de l'entreprise québécoise.

Le partenariat

Depuis quelques années déjà, l'Institut s'inquiétait de la diminution progressive de ses revenus et, l'inflation aidant, de l'augmentation de ses dépenses. Face à cette tendance, il devenait indispensable d'accroître la part des revenus autonomes. Autrement, l'Institut était voué à une réduction de ses activités de recherche.

La Direction de l'Institut, consciente de cette situation, a proposé que l'on associe les ministères et les organismes fédéraux et provinciaux au programme de recherche de l'Institut. Un inventaire des intérêts de ces nouveaux intervenants a d'abord été fait. Il a permis d'identifier une grande convergence des besoins. Il en est résulté dix projets, qui se réaliseront en 1988-1989, financés conjointement par les organismes gouvernementaux et l'Institut, totalisant 321 140 $.

Des demandes de subvention ont également été soumises au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et au Conseil québécois de la recherche sociale. Six projets ont été agréés et fourniront des revenus de recherche de 184 314 $.

Dans le cadre des histoires régionales, des levées de fonds ont été entreprises ou poursuivies. Un objectif de 144 000 $ a été fixé dans la Côte-du-Sud, l'Outaouais et le Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Au cours de l'année, un premier contact a été établi avec plus de cinquante fondations canadiennes intéressées par les questions sociales et culturelles. Cette approche s'est révélée peu significative, les fondations, sauf exception, s'intéressant peu à la recherche «culturelle». Une relance est à faire en 1988-1989.

L'Institut, par le biais du partenariat surtout, vise à moyen terme (en 1992) à obtenir le tiers de ses revenus consacrés à la recherche de sources autonomes. Idéalement, il faudrait porter cette part à 50 %, en associant le secteur privé au financement des travaux de recherche.

Le personnel

La convention collective du personnel de recherche vient à échéance le 30 juin 1988. Au cours de la deuxième année d'application de celle-ci, le Conseil a ouvert un concours pour un poste de chercheur régulier, concours réservé aux employés de l'Institut. Ce poste a été octroyé à madame Renée Dandurand. Il est prévu à la convention collective que pour la troisième année, ce concours sera public. La convention collective du personnel de soutien vient également à échéance le 30 juin 1988.

Les préparatifs sont en cours en vue de la négociation et du renouvellement de ces deux ententes collectives.

Le statut futur de l'Institut

Cette question a été au coeur des préoccupations de la Direction et du personnel de l'Institut au cours de l'année.

Conformément au mandat gouvernemental reçu au début de l'année 1987, des négociations se sont amorcées entre les représentants de l'Université Laval et la Direction de l'Institut, dès le mois de février. Plusieurs rencontres eurent lieu; toutefois, l'élection d'un nouveau recteur et d'une nouvelle équipe de direction à l'Université devait freiner cette démarche.

Les échanges furent repris en août et se poursuivirent intensivement au cours des mois suivants pour en arriver à la mise au point d'un projet d'entente qui fut présenté au personnel de l'Institut et adopté par les instances concernées.

Ce projet conjoint fut adressé par l'Institut aux ministres responsables, madame Lise Bacon, ministre des Affaires culturelles, et monsieur Claude Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science. Le document était constitué d'un mémoire, d'un projet de protocole entre les deux institutions et d'un projet d'amendement à la loi de l'Institut.

Depuis lors, nous attendons la décision du gouvernement du Québec.

Les activités des instances

Les membres du Conseil ont siégé à huit reprises alors que le Comité exécutif se réunissait quatre fois.

Ont figuré à l'ordre du jour les questions suivantes:
— le statut de l'Institut et le projet d'affiliation avec l'Université Laval;
— les nominations au Comité exécutif;
— les nominations de chercheurs associés;

— les nominations au Conseil du fonds de dotation;
— les nominations au Comité scientifique;
— les directives relatives à la recherche et à sa diffusion;
— les directives concernant les frais de voyage et d'assignation;
— l'étude et l'adoption des états financiers 1986-1987;
— la révision des prévisions budgétaires 1987-1988;
— les prévisions budgétaires 1988-1989;
— les échelles de traitement du personnel de recherche;
— le statut des chercheurs associés;
— le calendrier de conservation des documents;
— les nominations au Comité des relations de travail;
— le concours pour les postes réguliers.

Dans le même temps, le Comité scientifique a tenu six réunions où furent discutés, entre autres, les orientations de recherche et le contenu de projets spécifiques.

Troisième partie

DOCUMENTS

DOCUMENT I

LA LOI CONSTITUANT L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

(Lois du Québec, 1979, chapitre 10; sanctionnée le 22 juin 1979;
Lois du Québec, 1985, chapitre 30; sanctionnée le 20 juin 1985;
Lois du Québec, 1987, chapitre 11; sanctionnée le 26 mars 1987)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION ET COMPOSITION DE L'INSTITUT

Constitution.

1. Un organisme, ci-après appelé «l'Institut», est créé sous le nom de «l'Institut québécois de recherche sur la culture».

Pouvoirs d'une corporation.

2. L'Institut est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Mandataire du gouvernement.

3. L'Institut jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Domaine public.

Les biens de l'Institut font partie du domaine public mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens.

Responsabilité.

L'Institut n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom.

Siège social.

4. L'Institut a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Bureaux et séances.

L'Institut peut établir des bureaux aux endroits qu'il détermine; il peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

Composition.

5. L'Institut est formé de neuf membres nommés par le gouvernement, dont cinq après consultation des milieux intéressés par les recherches sur les phénomènes culturels.

Chercheurs de l'Institut.

Au moins trois des membres sont nommés parmi les chercheurs de l'Institut.

Président.

6. Le gouvernement nomme le président-directeur général de l'Institut parmi les membres de ce dernier.

Vice-président.

Les membres de l'Institut désignent, parmi les membres qui n'exercent pas la fonction de président-directeur général, un vice-président.

Fonctions du président.

Le président-directeur général préside les réunions de l'Institut et assume les autres fonctions que l'Institut lui assigne par règlement.

7. Le président-directeur général est responsable de l'administration de l'Institut dans le cadre de ses règlements.

8. L'article 8 de cette loi est abrogé.

Mandat.

9. Le président-directeur général est nommé pour une période qui ne peut excéder cinq ans et les autres membres de l'Institut sont nommés pour quatre ans.

Mandat.

Toutefois, à l'exception du président-directeur général, trois des premiers membres sont nommés pour trois ans.

Renouvellement.

Le mandat d'un membre ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.

Frais et allocation.

10. Les membres de l'Institut autres que le président-directeur général ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.

Rémunération, etc.

11. Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général.

Nomination du personnel.

12. L'Institut peut nommer un secrétaire ainsi que tout autre employé requis pour ses opérations. Il peut, pour l'exécution de ses travaux, retenir les services de chercheurs et d'experts à titre d'employés ou autrement.

Rémunération, etc.

La rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du secrétaire, des employés, des chercheurs et des experts sont fixés par l'Institut et approuvés par le gouvernement.

Fonctions continuées.

13. À la fin de leur mandat, les membres de l'Institut demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Vacance.

Sauf dans le cas du président-directeur général, toute vacance survenant au cours de la durée d'un mandat est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer en suivant le mode de nomination prévu à l'article 5.

Incapacité du président.

14. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du président-directeur général, le vice-président agit comme président-directeur général jusqu'à ce que soit nommé un nouveau président-directeur général ou pendant que dure son incapacité.

15. L'article 15 de cette loi est abrogé.

Quorum.

16. Le quorum de l'Institut est de cinq membres dont le président-directeur général ou le vice-président. En cas de partage égal des voix, le président-directeur général ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

Conflit d'intérêt.

17. Le président-directeur général de l'Institut ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans toute entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'Institut. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation à condition qu'il y renonce ou qu'il en dispose avec toute la diligence possible.

Employés visés.

Tout employé de l'Institut est assujetti au premier alinéa dans les cas prévus par règlement de l'Institut.

Révélation d'intérêt.

Tout autre membre ayant un intérêt dans une entreprise doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président-directeur général et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

Réglementation.

18. L'Institut peut faire des règlements pour sa régie interne et l'exercice de ses pouvoirs et notamment pour:

a) constituer un comité exécutif, en déterminer les fonctions et les pouvoirs, et fixer la durée du mandat de ses membres;

b) déterminer les fonctions et pouvoirs du président-directeur général, du vice-président et des autres employés de l'Institut;

c) créer une catégorie de membres affiliés à l'Institut qui n'ont pas droit de vote et ne participent pas à son administration, déterminer leurs conditions d'admission ainsi que leurs droits et obligations;

d) créer des fonds de dotation à même les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement, ses ministères ou organismes, et déterminer les modes d'administration et de disposition de ces fonds.

Publication.

Les règlements de l'Institut adoptés en vertu du présent article sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*.

Authenticité des procès-verbaux.

19. Les procès-verbaux des séances de l'Institut, approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président-directeur général ou par toute autre personne autorisée à le faire par les règlements de régie interne de l'Institut, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

SECTION II

FONCTIONS ET POUVOIRS DE L'INSTITUT

Objets.

20. L'Institut a pour objets, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

Pouvoirs.

21. Dans la poursuite de ses objets, l'Institut peut notamment:

a) concevoir et réaliser les plans et les programmes de recherche nécessaires pour mieux comprendre les transformations de la culture au Québec;

b) promouvoir la collaboration et la concertation des chercheurs travaillant dans le domaine des recherches et des études sur la culture;

c) mettre à la disposition des chercheurs des services et des informations utiles à la réalisation des recherches et des études sur la culture;

d) tenir des réunions, colloques ou séances d'information et publier les résultats des études et recherches de l'Institut ou d'autres organismes poursuivant des buts similaires;

e) concourir, par les résultats de ses études et recherches, et par ses prévisions et ses avis, à l'élaboration et à la révision des politiques culturelles.

Pouvoirs avec autorisation du gouvernement.

22. L'Institut ne peut sans l'autorisation du gouvernement:

a) conclure, conformément à la Loi du ministère des affaires intergouvernementales (1974, chapitre 15), un accord avec tout gouvernement ou organisme gouvernemental;

b) contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement;

c) acquérir des immeubles ou en disposer;

d) prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement.

Actes prohibés.

23. L'Institut ne peut acquérir des actions d'une autre corporation, ni exploiter des entreprises commerciales. Il ne peut accorder des prêts, des dons ou des subventions.

Acceptation de dons, etc.

24. L'Institut peut recevoir et accepter des dons, legs, subventions ou toute autre contribution.

Autorisation du gouvernement.

Il ne peut cependant accepter des dons, legs, subventions ou autres contributions auxquels sont attachées des charges ou conditions, si ce n'est du gouvernement du Québec, ses ministères ou organismes, sans l'autorisation du gouvernement.

Exécution de mandat.

25. Dans la poursuite de ses objets, l'Institut doit exécuter tout mandat spécifique que lui confie, avec l'approbation du gouvernement, le ministre chargé de l'application de la présente loi.

Dépôt.

Un tel mandat doit être déposé devant l'Assemblée nationale dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si le mandat est approuvé alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il doit être déposé devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.

Publication.

L'Institut doit publier les résultats de toute recherche qui lui est confiée par le ministre en vertu des alinéas précédents.

SECTION III

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

[Cette section a été abrogée par la Loi 149 adoptée le 26 mars 1987.]

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Exercice financier.

29. L'exercice financier de l'Institut se termine le 31 mars de chaque année.

Rapport.

30. L'Institut doit, à l'expiration des quatre mois qui suivent la fin de son exercice financier, faire au ministre chargé de l'application de la présente loi un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

Dépôt.

31. Le ministre dépose le rapport de l'Institut devant l'Assemblée nationale dans les trente jours suivant sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Vérification.

32. Les livres et comptes de l'Institut sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et chaque fois que le décrète le gouvernement. Ses rapports doivent accompagner le rapport annuel de l'Institut.

Ministre responsable.

33. Le gouvernement charge un ministre de l'application de la présente loi.

1973, c.12, a. 2, mod.

34. L'article 2 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12), modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1974, par l'article 47 du chapitre 41 des lois de 1975, par l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1976, par l'article 1 du chapitre 21 et par l'article 232 du chapitre 68 des lois de 1977 et par l'article 105 du chapitre 7, l'article 31 du chapitre 38, l'article 25 du chapitre 18, l'article 31 du chapitre 24 et l'article 53 du chapitre 64 des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 15° du premier alinéa, du suivant:

«16° au président, au directeur général et aux employés de l'Institut québécois de recherche sur la culture.»

Entrée en vigueur.

35. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.

DOCUMENT II

LES RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX
(publiés à la *Gazette officielle du Québec* le 27 janvier 1982;
modifiés le 19 juin 1985)

Avis

Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. 1-13.2).

Règlements généraux

Veuillez prendre avis que le Conseil de l'Institut québécois de recherche sur la culture, à sa séance du 19 juin 1985, a adopté ses règlements généraux, conformément à l'article 18 de la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. 1-13.2).

Le secrétaire général,
Léo Jacques

Québec, le 16 août 1985.

Règlements généraux

Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. 1-13.2).

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

«Institut»: l'«Institut québécois de recherche sur la culture»;

«Conseil»: l'«assemblée des membres de l'Institut»;

«Loi»: la «Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture» (L.R.Q. chap. 1-13.2);

«Ministre»: le «ministre chargé de l'application de la loi».

2. Sceau: le sceau de l'Institut est celui dont l'empreinte apparaît ci-dessous.

3. Un exercice financier de l'Institut débute le 1er avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

SECTION II

CONSEIL

4. Le Conseil exerce les droits et pouvoirs de l'Institut.

5. Les pouvoirs suivants sont de la compétence exclusive du Conseil:

1° établir des bureaux de l'Institut;

2° faire des règlements de régie interne de l'Institut;

3° nommer les membres affiliés;

4° en conformité de la loi, a. 22, conclure un accord avec un gouvernement ou un organisme gouvernemental; contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement; acquérir des immeubles ou en disposer; prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;

5° décider des orientations et approuver le plan de développement de l'Institut;

6° approuver les prévisions budgétaires;

7° approuver les états financiers;

8° approuver le rapport des activités destiné au ministre et à l'Assemblée nationale;

9° nommer les membres du comité exécutif, en conformité de l'article 10;

10° autoriser tout contrat excédant 150 000 $;

11° fixer des mandats au comité exécutif.

6. Les séances du Conseil ont lieu aussi souvent que l'intérêt de l'Institut l'exige mais au moins quatre fois par année, au siège social ou à tout endroit du Québec fixé par la convocation.

Nonobstant l'alinéa précédent, des réunions du Conseil peuvent être tenues sous la forme de «conférences téléphoniques».

Dans ces cas, nonobstant le paragraphe 1 de l'article 9, le scrutin, lorsqu'il est requis, doit être exprimé clairement.

7. Les membres sont convoqués par le secrétaire général à la demande du président-directeur général ou lorsque quatre membres en font la demande par écrit.

8. Le secrétaire général expédie à chaque membre du Conseil, au moins cinq jours francs avant chaque réunion, un avis écrit de convocation accompagné du projet de compte rendu de la réunion précédente et d'un projet d'ordre du jour. Il peut aussi transmettre un tel avis, sans les projets de compte rendu et l'ordre du jour, par télégramme.

9. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des voix exprimées des membres présents; en cas de partage égal des voix, le président-directeur général dispose d'une voix prépondérante.

Toutefois, toute modification ou abrogation d'un règlement doit être annoncée dans la convocation et adoptée à la majorité absolue des membres en fonction.

Nul ne peut se faire représenter, ni exercer son droit de vote par procuration à une assemblée du Conseil.

Le vote est pris à main levée. Cependant, un membre peut demander le vote au scrutin secret.

À moins qu'un scrutin n'ait été requis, une déclaration du président du Conseil à l'effet qu'une résolution a été adoptée ou rejetée et une entrée au compte rendu à cet effet, constituent une preuve prima facie de l'adoption ou du rejet de cette résolution sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou proportion des votes enregistrés.

Une résolution du Conseil qui porte la signature de tous les membres en fonction a la même validité que si elle avait été adoptée lors d'une réunion.

SECTION III

COMITÉ EXÉCUTIF

10. Le comité exécutif est composé du président du Conseil et de trois autres membres du Conseil, désignés par ce dernier et nommés pour un an, ainsi que du directeur de l'administration et du secrétaire général.

11. Le président-directeur général préside le comité exécutif. En son absence, un président est choisi par les membres présents.

12. Le comité exécutif exerce les droits et pouvoirs suivants:

1° recommande au Conseil d'établir des bureaux de l'Institut;

2° recommande au Conseil l'approbation des règlements de régie interne de l'Institut;

3° soumet au Conseil tout projet d'accord avec un gouvernement ou un organisme gouvernemental; tout projet d'emprunt portant le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement, tout projet d'acquérir des immeubles ou d'en disposer et tout projet d'engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;

4° recommande au Conseil l'approbation du plan de développement de l'Institut;

5° recommande au Conseil l'approbation des prévisions budgétaires;

6° recommande au Conseil l'approbation des états financiers;

7° soumet au Conseil un projet de rapport des activités destiné au ministre et à l'Assemblée nationale;

8° autorise tout contrat excédant 100 000 $ et recommande au Conseil l'approbation de tout contrat excédant 150 000 $;

9° crée des fonds de dotation et détermine les modes d'administration et de disposition de ces fonds;

10° fixe les normes et barèmes de rémunération des employés;

11° avec l'agrément du Conseil, nomme les cadres de l'Institut et les responsables de chantier;

12° nomme les directeurs de projet, les chercheurs et les chercheurs associés, dont il fixe les conditions de participation;

13° nomme les membres du comité scientifique, en conformité de l'article 13, et désigne un secrétaire du comité;

14° fait rapport de ses activités au Conseil.

SECTION IV

COMITÉ SCIENTIFIQUE

13. Le comité scientifique est composé d'au moins six membres dont:

1° le directeur scientifique;

2° les responsables de chantier, pour la durée de leur mandat;

3° les deux personnes désignées par et parmi le personnel de recherche pour un mandat de un (1) an.

Le directeur administratif et le secrétaire général participent aux réunions sans voix délibérante.

Le comité scientifique peut inviter toute personne à participer à ses travaux.

14. Le comité scientifique assiste le président-directeur général dans l'élaboration du programme de recherche; il approuve les projets de recherche et il en évalue les résultats et les retombées; il évalue périodiquement l'état de la recherche et des projets de recherche à l'Institut.

15. Les décisions du comité scientifique sont prises en conformité des dispositions de l'article 9.

SECTION V

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

16. Le président-directeur général exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent la loi et les règlements de régie interne. Il est le directeur scientifique de l'Institut.

Notamment, le président-directeur général,

1° préside les réunions du Conseil;

2° préside le comité exécutif;

3° préside le comité scientifique;

4° soumet au comité exécutif le plan triennal de développement, comprenant le programme de recherche, les programmes d'activités autres que la recherche, et le plan triennal de financement;

5° coordonne l'élaboration du programme de recherche, qu'il présente au comité scientifique;

6° est responsable de la mise en oeuvre et de la réalisation du programme de recherche;

7° présente les projets de recherche au comité scientifique et en recommande l'adoption;

8° voit à la coordination des activités de recherche et à la concertation des chercheurs;

9° est responsable de l'évaluation des projets de recherche; il fait, à ce sujet, toutes les recommandations appropriées au comité scientifique;

10° recommande au comité exécutif la nomination des cadres et des responsables de chantier, et les barèmes de leur rémunération.

17. En l'absence du président-directeur général, le vice-président préside les réunions du Conseil.

18. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du directeur scientifique, le Conseil nomme un directeur scientifique par intérim.

SECTION VI

LE DIRECTEUR ADMINISTRATIF

19. Sous l'autorité du président-directeur général, le directeur administratif exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le directeur administratif,

1° administre les affaires de l'Institut;

2° participe, sans voix délibérante, aux séances du Conseil;

3° autorise tout contrat n'excédant pas 100 000 $ et recommande au comité exécutif l'approbation de tout contrat excédant 100 000 $;

4° recommande au comité exécutif l'approbation des normes et barèmes de rémunération des employés autres que les cadres;

5° recommande au comité exécutif l'approbation des conditions de travail des salariés membres du personnel de recherche et des autres employés de l'Institut;

6° sous réserve du paragraphe 12 de l'article 12, engage les membres du personnel et fixe leurs conditions de travail;

7° prépare et soumet au comité exécutif le plan de financement annuel de l'Institut;

8° prépare et soumet au comité exécutif les prévisions budgétaires de l'Institut;

9° est responsable des services aux équipes de recherche et des services requis pour le bon fonctionnement du siège social et des bureaux de l'Institut.

SECTION VII

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

20. Sous l'autorité du président-directeur général, le secrétaire général exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le secrétaire général,

1° est secrétaire du Conseil et du comité exécutif; il participe, sans voix délibérante, aux séances du Conseil;

2° convoque les membres du Conseil et du comité exécutif;

3° dresse les comptes rendus;

4° peut certifier conformes les comptes rendus du Conseil et tout autre document ou copie émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives;

5° constitue les archives;

6° coordonne la préparation du rapport annuel;

7° est responsable des communications avec les milieux extérieurs;

8° élabore le programme des activités autres que la recherche et en assure la mise en oeuvre;

9° élabore le programme des publications et en assure la mise en oeuvre, et préside le comité consultatif des publications;

10° dépose le programme de publications au comité exécutif et au comité scientifique.

SECTION VIII

LE PERSONNEL DE RECHERCHE

21. Le personnel de recherche est constitué d'employés salariés ou de collaborateurs externes.

22. Les employés salariés se répartissent dans les catégories suivantes:

a) chercheur catégorie I
chercheur catégorie II
chercheur catégorie III
chercheur catégorie IV

b) assistant de recherche catégorie I
assistant de recherche catégorie II

c) étudiant catégorie I
étudiant catégorie II

23. Les collaborateurs externes sont des chercheurs qui, à titre bénévole, participent aux activités de l'Institut.

Ils peuvent être nommés chercheurs associés lorsque leurs responsabilités et la durée de leur participation le justifient.

Un contrat stipule les conditions et la durée de leur association avec l'Institut.

24. Le directeur de projet est un chercheur à qui ont été confiés la responsabilité d'un projet et l'encadrement du personnel affecté à ce projet.

Le directeur de projet relève habituellement d'un responsable de chantier; il peut cependant arriver qu'il relève d'une autre personne désignée par le comité exécutif.

25. Le responsable de chantier est un chercheur à qui ont été confiées la coordination et la direction générale (planification, réalisation, évaluation) de l'ensemble des projets de recherche regroupés sous un thème défini et constituant un chantier.

Sous l'autorité du président-directeur général, le responsable de chantier exerce les pouvoirs et fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le responsable de chantier,

1° dirige et supervise les travaux exécutés dans son chantier;

2° fournit à la direction de l'Institut tous les documents nécessaires à la planification des recherches, des activités connexes, et à l'évaluation des projets du chantier;

3° recommande au directeur administratif l'engagement de l'effectif nécessaire à l'exécution des travaux et en conformité des prévisions budgétaires autorisées;

4° évalue périodiquement le personnel de recherche sous sa responsabilité;

5° veille au contrôle des dépenses reliées à la réalisation des travaux et en rend compte au directeur administratif.

26. Au moins quatre (4) fois par année, le responsable de chantier tient une assemblée du personnel de recherche affecté à son chantier.

L'assemblée du chantier est consultée au moment de l'élaboration du programme de recherche du chantier.

L'assemblée du chantier donne son avis sur le plan de développement de la recherche à l'Institut.

SECTION IX

DISPOSITIONS FINALES

27. Les présents règlements généraux remplacent les règlements généraux adoptés par le Conseil de l'Institut le 16 octobre 1981 et publiés à la *Gazette officielle du Québec* le 27 janvier 1982.

28. Les présents règlements généraux entrent en vigueur le jour de leur adoption par le Conseil de l'Institut.

DOCUMENT III

LES RÈGLEMENTS DU FONDS DE DOTATION
(Publiés à la *Gazette officielle du Québec* le 7 janvier 1987)

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Création

1. Un fonds de dotation de l'Institut a été créé en vertu de l'article 18 de la loi de l'Institut (L.Q. 1979, c. 10; 1985, c. 30). Une résolution du comité exécutif en a sanctionné la création le 27 mars 1981.

Objectifs

2. Ce fonds de dotation est destiné à recueillir des sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution à l'Institut dans les buts de favoriser son développement.

Propriété

3. Ce fonds de dotation est la propriété de l'Institut.

Nature du fonds

4. Les dons destinés au fonds de dotation sont remis à l'Institut en espèces, ou sous forme de valeurs monnayables appropriées aux fins de l'Institut. Les objets offerts à l'Institut doivent avoir été évalués par des experts avant d'être acceptés par l'Institut.

Accumulation des fonds

5. Les avoirs du fonds de dotation ne peuvent en être extraits. Seuls les bénéfices du fonds peuvent être utilisés aux fins de l'Institut.

Usage de l'usufruit

6. Les bénéfices du fonds de dotation ne sont l'objet d'aucune restriction quant à leur utilisation aux fins de l'Institut. Cependant, hormis en ce qui a trait à l'article 10 de ce règlement, l'Institut se réserve l'usage de l'usufruit du fonds exclusivement à des fins de recherche ou de réalisation d'activités scientifiques connexes (séminaires, symposiums, colloques, publications, etc.).

SECTION II

ADMINISTRATION

Conseil du fonds

7. L'administration du fonds est confiée à un Conseil du fonds, composé du directeur général, du secrétaire général, du directeur administratif auquel est confiée la gestion courante et distincte du fonds, et de quatre (4) représentants des donateurs nommés pour un maximum de deux (2) années par le Conseil de l'Institut, sur recommandation du comité exécutif.

Notamment, il revient au Conseil du Fonds,

a) de définir la politique de placement et de gestion;

b) de vérifier la gestion du fonds;

c) d'assurer l'augmentation des avoirs du fonds de dotation;

d) de verser annuellement à l'Institut les bénéfices retirés, dans les soixante (60) jours suivants le début d'un exercice financier (1er avril au 31 mars);

e) de présenter au comité exécutif de l'Institut un rapport annuel de ses activités dans les soixante (60) jours suivant la fin d'une année financière.

Avis et recommandations

8. En outre, le Conseil peut donner ses avis à l'Institut quant à l'utilisation des bénéfices du fonds et faire au comité exécutif toute recommandation qu'il jugera appropriée.

Président

9. Le Conseil de l'Institut choisit le président du Conseil du fonds parmi les représentants des donateurs. Le Conseil du fonds se réunit au moins trois (3) fois par année à la convocation de son président.

Frais imputables

10. Les frais de constitution, d'administration et de gestion du fonds sont imputables au fonds de dotation.

DOCUMENT IV

LES ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1988

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan de l'Institut québécois de recherche sur la culture au 31 mars 1988 ainsi que l'état des revenus et dépenses, l'état de l'avoir et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Institut au 31 mars 1988 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec,

Guy Breton

Guy Breton, C.A.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 7 juillet 1988

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE
(L.R.Q., chapitre I-13.2 et modifications)

BILAN
AU 31 MARS 1988

	1988	1987
	$	$
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	93 784	81 248
Débiteurs	24 211	17 750
Subventions à recevoir	100 525	8 694
Stocks	180 254	201 203
Travaux en cours	24 911	14 920
Frais imputables au prochain exercice	6 600	5 319
	430 285	329 134
Immobilisations (note 3)	143 074	149 693
	573 359	478 827
FONDS DE DOTATION (note 4)	318 070	292 460
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	102 022	87 629
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 5)	14 666	16 275
Revenus reportés	23 181	9 685
	139 869	113 589
OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION (note 5)	9 938	10 852
AVOIR	423 552	354 386
	573 359	478 827
FONDS DE DOTATION – SOLDE DU FONDS (note 4)	318 070	292 460

POUR L'INSTITUT

Georges Lamy

Nicole Laflamme

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

AVOIR

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1988

	1988	1987
	$	$
SOLDE AU DÉBUT	354 386	498 166
Revenu net (perte nette)	69 166	(143 780)
SOLDE À LA FIN	423 552	354 386

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

REVENUS ET DÉPENSES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1988

	1988	1987
	$	$
REVENUS		
Subvention du gouvernement du Québec	2 082 314	1 996 200
Subventions pour la recherche:		
Gouvernement du Canada et autres	290 172	316 075
Intérêts sur dépôts à terme	13 227	53 614
Ventes de publications	70 562	79 457
Autres	20 847	12 641
	2 477 122	2 457 987
DÉPENSES (note 6)		
Recherche	2 132 336	2 337 000
Administration	275 620	264 767
	2 407 956	2 601 767
REVENU NET (PERTE NETTE)	69 166	(143 780)

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1988

	1988	1987
	$	$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net (perte nette)	69 166	(143 780)
Élément sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	30 244	27 882
Fonds générés (absorbés) par les opérations	99 410	(115 898)
Variation des actifs et passifs à court terme hors liquidités	(62 335)	25 355
Fonds générés (absorbés) par les activités d'exploitation	37 075	(90 543)
ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT		
Fonds absorbés:		
Acquisitions d'immobilisations	(23 625)	(27 431)
ACTIVITÉ DE FINANCEMENT		
Fonds absorbés:		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	(914)	(5 842)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS AU COURS DE L'EXERCICE	12 536	(123 816)
ENCAISSE AU DÉBUT	81 248	205 064
ENCAISSE À LA FIN	93 784	81 248

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 1988

1. CONSTITUTION ET OBJETS

L'Institut québécois de recherche sur la culture, corporation au sens du Code civil constituée par une loi spéciale, a pour objets, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

L'Institut, par règlement, a créé un fonds de dotation destiné à recueillir les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement, ses ministères ou organismes. Ces sommes doivent servir au développement de l'Institut et à défrayer les coûts de ses recherches sur la culture. Ce fonds est la propriété exclusive de l'Institut et les avoirs du fonds ne peuvent en être extraits. Seuls les bénéfices du fonds peuvent être utilisés aux fins de l'Institut.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de l'Institut ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont constitués de publications et leur évaluation inclut les coûts d'impression, de droits d'auteur et de reproduction ainsi que les services de graphisme; elle exclut toutefois les salaires, les honoraires et les autres frais indirects de production. Ils sont évalués au moindre de ces coûts ou de la valeur de réalisation nette.

Le stock de publications datant d'un an et plus au 31 mars est dévalué de 20 % par année.

Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les coûts de révision et de correction de manuscrits, les honoraires, les services de photographie et de graphisme relatifs à des publications non terminées.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur vie utile anticipée selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Vie utile anticipée	Taux
Équipement, ameublement et enseigne	10 ans	10 %
Bibliothèque	20 ans	5 %

Contrats de location

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge de l'Institut, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

3. IMMOBILISATIONS

	1988			1987
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Ameublement	112 575	72 716	39 859	48 186
Bibliothèque	9 466	3 688	5 778	6 252
Enseigne	937	563	374	467
Équipement	101 623	55 704	45 919	44 877
	224 601	132 671	91 930	99 782
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	82 590	31 446	51 144	49 911
	307 191	164 117	143 074	149 693

4. FONDS DE DOTATION

	1988	1987
	$	$
Revenus		
Intérêts sur dépôts à terme	24 615	20 281
Dons	1 000	31 060
	25 615	51 341
Dépenses	5	15
Excédent des revenus sur les dépenses	25 610	51 326
Solde du fonds au début	292 460	241 134
Solde du fonds à la fin*	318 070	292 460
*Représenté par:		
Encaisse	9 532	8 537
Dépôts à terme	307 007	282 888
Intérêts courus à recevoir	1 531	1 035
	318 070	292 460

L'état des revenus et dépenses de l'Institut ne comprend pas les opérations du fonds de dotation.

5. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

	1988	1987
	$	$
Obligations découlant de contrats de location-acquisition de 16 % à 22 % échéant jusqu'en 1990	24 604	27 127
Versements échéant au cours du prochain exercice	(14 666)	(16 275)
	9 938	10 852

Les paiements minimums exigibles en vertu des contrats de location-acquisition s'établissent comme suit:

Exercice	$
1989	17 901
1990	8 138
1991	3 178
Total des paiements minimums exigibles	29 217
Moins: Montant représentant les intérêts	4 613
	24 604

6. DÉPENSES

	1988			1987
	Recherche	Administration	Total	Total
	$	$	$	$
Traitements et avantages sociaux	1 453 938	177 464	1 631 402	1 748 990
Honoraires de recherche	83 947	—	83 947	173 629
Activités culturelles	21 046	—	21 046	41 962
Frais de voyage et de représentation	45 543	24 616	70 159	66 639
Fournitures et approvisionnements	60 503	6 304	66 807	60 982
Publicité	36 637	—	36 637	42 443
Entretien et réparations	14 578	2 573	17 151	17 513
Loyers	164 624	28 845	193 469	182 363
Électricité et chauffage	2 487	439	2 926	2 902
Téléphone	35 564	5 934	41 498	39 246
Taxes et assurances	54 623	9 639	64 262	4 757
Honoraires professionnels	—	1 262	1 262	8 566
Frais de publication	83 250	—	83 250	161 811
Divers	28 752	554	29 306	7 923
Intérêts et frais bancaires	—	13 453	13 453	5 503
Mauvaises créances	188	—	188	3 055
Dévaluation des stocks	20 949	—	20 949	5 601
Amortissement des immobilisations	25 707	4 537	30 244	27 882
	2 132 336	275 620	2 407 956	2 601 767

DOCUMENT V

LA LISTE DES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES
du 1er avril 1987 au 31 mars 1988

TITRE DU PROJET	PERSONNEL ET COLLABORATEURS[1]
1. LA FAMILLE, LES SEXES, LES GÉNÉRATIONS	
	Denise Lemieux, resp.
• *Vie quotidienne et cycles de vie des femmes*	Denise Lemieux, dir. Lucie Mercier
• *La famille monoparentale au Québec*	Renée B. Dandurand, dir. (Lise Saint-Jean)
• *Les associations de familles monoparentales*	(Lise Saint-Jean)
• *Bilan de la recherche sur les jeunes au Québec*	Léon Bernier

1. La rubrique «Personnel et collaborateurs» regroupe des personnes ayant des statuts divers au sein de l'Institut. Certaines sont rémunérées par l'Institut, à plein temps, à mi-temps ou à temps partiel, d'autres participent aux recherches sans rémunération.

Légende: dir.: directeur de projet
co-dir.: co-directeur de projet
resp.: responsable de chantier, de groupe, de session ou d'atelier de travail, d'un colloque, d'une activité
(...): nom entre parenthèses indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1988
coll.: collaborateur
stag.: stagiaire

- *Bibliographie sur les jeunes* (Isabelle Perrault)
- *Les personnes retraitées et le bénévolat* Marie-Marthe T. Brault
- *La presse du troisième âge* Gabrielle Lachance

2. LES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES

Denise Helly, resp.

- *L'immigration chinoise au Québec de 1871 à 1951* Denise Helly
- *L'immigration arabophone au Québec* Norma Salem, dir. (Brian Aboud)
- *Rapports entre Juifs, Francophones et Anglophones dans les années 1930* Pierre Anctil
- *Projet Montréal* Gary Caldwell, dir. Paule Obermeir (Gina Davidovic)
- *Québec et les immigrants: histoire d'une représentation* Fernand Harvey (Doris Drolet-Dubé)
- *Les enjeux contemporains de l'immigration au Québec selon les décideurs* Denise Helly

3. CRÉATION ET DIFFUSION DE LA CULTURE

(Norman Ryan, resp.)

- *L'impact culturel de l'informatique dans la vie domestique* (Sophie-Laurence Lamontagne)
- *L'institution de la théologie* Fernand Dumont
- *La formation des maîtres au Québec de 1939 à nos jours* Thérèse Hamel M'hammed Mellouki

• *Évolution des pratiques journalistiques au Québec 1945-1985*	Jean de Bonville, co-dir. Florian Sauvageau, co-dir. Gilles Lesage Michel Saint-Laurent (Marc Deschênes) (Roger Zaoré)
• *La religion populaire; thématique globale*	Benoît Lacroix, dir. (Lucille Côté)
• *Relations sociales et vie communautaire en milieu populaire*	Marcel Rioux, coll. Gabriel Gagnon, coll.
• *La culture populaire des quartiers ouvriers de Québec*	Fernand Harvey, dir. (Martine Côté) (Danie Desrosiers) (Doris Drolet-Dubé) (Micheline Gaulin) (Martin Leclerc) (Hélène Marchand, stag.) (Ignaki Olazabal, stag.)
• *Histoire de la pensée québécoise*	Fernand Dumont (Pierre Poulin)
• *Impact de la politique québécoise du livre sur la littérature québécoise*	Maurice Lemire, dir. (Pierrette Dionne)

4. ANALYSE DES TENDANCES SOCIOCULTURELLES

Simon Langlois, resp.

• *Les tendances socioculturelles*	Simon Langlois, resp. Jean-Paul Baillargeon Gary Caldwell Guy Fréchet Madeleine Gauthier Jean-Pierre Simard
• *Le chômage et la culture*	Madeleine Gauthier, dir. Marc-André Lessard, coll. (Edward Berryman) (Gislain DesPonts, stag.) (Pierre Hamelin) (Éric Warren, stag.)

• *Les genres de vie des jeunes et les formes précaires d'insertion en emploi*	Madeleine Gauthier, dir. Marc Deschênes Jean-Pierre Simard

5. LES HISTOIRES RÉGIONALES

Fernand Harvey, resp.

• *Histoire du Bas-Saint-Laurent*	Jacques Lemay, dir. Lorraine Boivin, coll. Jean-Charles Fortin, coll. Fernand Harvey Bruno Jean, coll. Guy Massicotte, coll. Yvan Morin, coll. Claude Otis, coll. (Jocelyne Bérubé-Sasseville) (Antonio Lechasseur)
• *Histoire des Cantons de l'Est*	Jean-Pierre Kesteman, dir. Peter Southam, coll. (Hélène Cadieux) (Chantal Desloges) (Benoît Dionne) (Daniel Fournier) (Ginette Provost-Bernier)
• *Histoire des Laurentides*	Serge Laurin, dir. (Richard Lagrange) (Vincent Ouellette) (Danielle Soucy)
• *Histoire de l'Outaouais*	Chad Gaffield, dir. Jean-Louis Grosmaire, coll. Pierre-Louis Lapointe, coll. André Larose Kathy Thompson (Johanne Frégeau) (Alain Gaulin)
• *Histoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean*	Pierre Jacques, dir. Camil Girard Normand Perron Étienne Troetsler, coll. (Jean Tremblay)

• *Les travailleurs en période coloniale*	Thierry Ruddel, coll.
• *Bibliographie de l'Outaouais*	Nennie de Varennes, coll. Pierre-Louis Lapointe, coll.
• *Bibliographie de Beauce/Dorchester*	(Jean-René Breton)
• *Bibliographie de la Rive-Sud du Québec*	(Françoise Demontigny-Pelletier) Andrée Raiche-Dussault
• *Bibliographie de la Gaspésie*	(Marc Desjardins)
• *Bibliographie du Bas-Saint-Laurent*	(Antonio Lechasseur)
• *Bibliographie du Haut-Saint-Laurent*	Monique Perron, coll.
• *Bibliographie de la Côte-Nord*	Gaston Saint-Hilaire, coll.
• *Bibliographie de la Côte-de-Beaupré/ Île d'Orléans*	Diane Bélanger, coll. Monique Villemure, coll.
• *Guide des archives du Centre du Québec et des Bois-Francs*	(Yves Beauregard)
• *Guide des archives paroissiales et de fabrique de la Côte-du-Sud*	Diane Saint-Pierre Yves Hébert
• *Municipalités et paroisses du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine: populations et limites territoriales 1851-1981*	(Antonio Lechasseur)

6. HORS CHANTIER

• *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada: 1981-1985*	Paul Aubin, dir. Louis-Marie Côté

7. ACTIVITÉS

Léo Jacques, resp.

7.1 *Séminaires, colloques, ateliers*

7.1.1	Colloque Livre et lecture, 1800-1850 (5-7 mai 1987)	Claude Galarneau, coll.
7.1.2	Colloque Montréal Yiddish (12-14 mars 1988)	Pierre Anctil, resp.

7.2 *Concours*

7.2.1	Prix Edmond-de-Nevers	Gisèle Bolduc, resp.

7.3 *Expositions*

7.3.1	Ulric Bourgeois (1874-1963): photographe du Québec et de la Nouvelle-Angleterre
7.3.2	Quelques facettes de l'histoire de la radio au Québec (1900-1980)
7.3.3	Du manuscrit au livre
7.3.4	L'histoire des Laurentides

7.4 *Salons du livre, congrès*

7.5 *Bulletin d'information*

DOCUMENT VI

LA LISTE DES PUBLICATIONS DU PERSONNEL DE L'INSTITUT
du 1er avril 1987 au 31 mars 1988

ANCTIL, Pierre

«Une trajectoire unique au Québec: la communauté sépharade de Montréal», *La Voix sépharade*, vol. XVII, n° 6, avril-mai 1987, p. 24-25.

«La Franco-Américanie ou le Québec d'en bas», Maurice Poteet, *Textes de l'exode. Recueil de textes sur l'émigration des Québécois aux États-Unis (XIXe et XXe siècles)*, Montréal, Guérin, 1987, p. 91-111.

«Un vécu de convergence: le Québec d'aujourd'hui face à ses origines», Henri-Paul Cunningham et F. Temple Kingston, *L'amitié et le dialogue entre le Québec et l'Ontario*, Windsor (Ont.), Canterbury College, University of Windsor, 1987, p. 98-120.

«A.M. Klein: the Poet and his Relations with French Quebec», Moses Rischin, *The Jews of North America*, Détroit, Wayne State University Press, 1987, p. 247-264.

«*Le Devoir* et les Juifs de Montréal, 1910-1960», *L'Action nationale*, vol. LXXVIII, nos 1-2, janvier-février 1988, p. 85-89.

«Buon natale - felice anno nuovo», *L'Action nationale*, vol. LXXVIII, n° 3, mars 1988, p. 37-42.

AUBIN, Paul

Répertoire des thèses en cours portant sur des sujets d'histoire et autres sujets connexes, n° 21, Ottawa, Société historique du Canada, 1987, 130 p.

et Louis-Marie Côté, *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1946-1965)*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, LXXVII-1 396 p.

«Bibliographie d'histoire de l'Amérique française (parutions récentes)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 4 fois par année.

BAILLARGEON, Jean-Paul

«Les psychologues de pratique privée au Québec: une croissance fulgurante», *Psychologie Québec*, vol. 4, n° 4, juillet 1987, p. 3.

«Les mariages religieux, 1976-1985», *Recherches sociographiques*, vol. XXVIII, n^os 2-3, 1987, p. 341-348.

Le programme de la statistique de la culture, Rapport annuel du Comité consultatif de la statistique culturelle, Ottawa, Statistique Canada, novembre 1987, 34 pages. Conception et première rédaction en groupe. Révision (refonte) de la version française.

BERNIER, Léon

«Les conditions de la preuve dans une démarche qualitative à base de récits de vie», J.-M. Van Der Maren, *L'interprétation des données dans la recherche qualitative. Actes du colloque de l'Association pour la recherche qualitative tenu à l'Université du Québec à Trois-Rivières le 31 octobre 1986*, Université de Montréal, Faculté des sciences de l'éducation, décembre 1987, p. 7-19.

«Quel théâtre par quels adolescents?», Hélène Beauchamp et André Maréchal, *Actes du colloque «Théâtre et adolescence» tenu à l'Université du Québec à Montréal, les 6 et 21 mars 1987*, Montréal, Université du Québec à Montréal, avril 1988, p. 23-29.

et Isabelle Perrault, «Pratique du récit de vie: retour sur *L'artiste et l'oeuvre à faire*», *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 5, n° 2, automne 1987, p. 31-46.

BRAULT, Marie-Marthe

Du loisir à l'innovation. Les associations volontaires de personnes retraitées, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 176 p.

CALDWELL, Gary

«La loi 101 contre les chartes des droits de la personne», *L'avenir du français au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 1987.

«La question démographique: vers une politique nationale», *L'Action nationale*, vol. LXXVIII, n^os 1-2, janvier-février 1988, p. 63-68.

«Immigration et émigration: vers un solde migratoire positif», *L'Action nationale*, vol. LXXVIII, n° 3, mars 1988, p. 9-16.

CÔTÉ, Louis-Marie

et Paul Aubin, *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1946-1965)*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, LXXVII-1 396 p.

«Bibliographie d'histoire de l'Amérique française (parutions récentes)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 4 fois par année.

DANDURAND, Renée B.

Sous la direction de, *Couples et parents des années quatre-vingt*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 284 p.

«Revivre en couple? Des mères sans alliance s'interrogent», Renée B. Dandurand, *op. cit.*, p. 93-108.

«Une politique familiale: enjeux et débats», *Recherches sociographiques*, vol. XXVIII, n^{os} 2-3, 1987, p. 349-369.

«La monoparentalité au Québec. Aspects sociohistoriques», *Revue internationale d'action communautaire*, n° 18, 1987, p. 79-85.

«La monoparentalité d'hier à demain», *Les Actes du colloque: la monoparentalité, une question d'actualité - Octobre 1986*, Montréal, Fédération des Associations de familles monoparentales, 1987, p. 155-163.

DUMONT, Fernand

Le sort de la culture, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1987, 333 p.

L'institution de la théologie, Montréal, Éditions Fides, 1988, 386 p.

«Des embarras de l'interprète à l'avenir de l'interprétation», *Construction/destruction sociale des idées*, ACFAS, Les Cahiers scientifiques, 1987.

Préface à José Prades, *Persistance et métamorphose du sacré*, Presses universitaires de France, 1987, p. 9-13.

FRÉCHET, Guy

Bilan de la pénétration et de l'utilisation de l'informatique au gouvernement du Québec, Rapport présenté à la DGTI, ministère des Communications, Québec, octobre 1987, 33 p.

«L'informatisation des appareils d'État au Québec: note de recherche», *Bulletin de liaison du CREIS* (Centre de coordination pour la recherche et l'enseignement en informatique et société), n° 4, Paris, novembre 1987, p. 23-25.

GAUTHIER, Madeleine

Sous la direction de, *Les nouveaux visages de la pauvreté*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 258 p.

«Les jeunes sans emploi sont-ils pauvres?», Madeleine Gauthier, *op. cit.*, p. 45-65.

HARVEY, Fernand

«La question de l'immigration au Québec. Genèse historique», *Le Québec français et l'école à clientèle pluriethnique. Contributions à une réflexion*, Québec, Conseil de la langue française, coll. Documentation du Conseil de la langue française, n° 29, 1987, p. 1-55.

«Les études canadiennes: une histoire culturelle», *Bulletin de l'AEC/ACS Newsletter*, vol. 10, n° 1, printemps 1988, p. 13-17.

Rapport annuel 1987-1988, Association d'études canadiennes, Montréal, 1988, 15 p.

HELLY, Denise

Les Chinois à Montréal 1877-1951, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 305 p.

«Les Miaos du Ghizhou avant la Libération de 1949 (Chine)», *De la voûte céleste au terroir, Mélanges offerts à L. Bernot*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1987, p. 665-674.

Rédacteur invité, «Coping with Racism», Canadian Ethnic Studies, vol. XIX, n° 3, 1987, 305 p.

LACHANCE, Gabrielle

«La personne âgée et la presse spécialisée», Jacques Saint-Onge, *La personne âgée: sa valeur dans la société d'aujourd'hui et de demain*, 9e colloque provincial de l'Association québécoise de gérontologie, UQAC/AQG, 1987, p. 377-393.

LEMIEUX, Denise

«L'enfance en Nouvelle-France. L'éclairage des Relations des Jésuites», Serge Courville et Philip P. Boucher, *Actes du Onzième Colloque de la French Colonial Society, Québec, Mai 1985*, Lanham & London, United Press of America, 1987, p. 85-93.

«Quelques enfants, des chats, des chiens, une tourterelle. Les nouvelles familles au coin de l'imaginaire», Renée B. Dandurand, *Couples et parents des années quatre-vingt*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, p. 113-130.

et Lucie Mercier, «Familles et destins féminins. Le prisme de la mémoire, 1880-1940», *Recherches sociographiques*, vol. XXVIII, nos 2-3, 1987, p. 255-271.

MELLOUKI, M'hammed

En collaboration, «Formation professionnelle et perspective d'avenir des jeunes de la classe ouvrière», *Prospectives*, vol. 23, n° 4, décembre 1987, p. 192-198.

MERCIER, Lucie

et Denise Lemieux, «Familles et destins féminins. Le prisme de la mémoire, 1880-1940», *Recherches sociographiques*, vol. XXVIII, nos 2-3, 1987, p. 255-271.

PERRON, Normand

et Russel Bouchard, *Chicoutimi: la formation de la métropole régionale*, Chicoutimi, Société historique du Saguenay, 1988, 78 p. (Cahiers de Saguenayensia, n° 43.)

DOCUMENT VII

LA LISTE DES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT*

I. La famille, les sexes, les générations

1. Denise Lemieux et Lucie Mercier. *La recherche sur les femmes au Québec: bilan et bibliographie*. Coll. «Instruments de travail» n° 5, 1982, 339 pages. 14,25 $
2. Renée Cloutier, Gabrielle Lachance, Denise Lemieux, Madeleine Préclaire et Luce Ranger-Poisson. *Femmes et culture au Québec*. Coll. «Documents préliminaires» n° 3, 1982, 107 pages. 6,00 $
3. Alain Vinet, Francine Dufresne et Lucie Vézina. *La condition féminine en milieu ouvrier: une enquête*. Coll. «Identité et changements culturels» n° 3, 1982, 222 pages. 18,50 $
4. Yolande Cohen. *Les thèses québécoises sur les femmes*. Coll. «Instruments de travail» n° 7, 1983, 124 pages. 8,00 $
5. Denise Lemieux. *Les petits innocents. L'enfance en Nouvelle-France*. 1985, 205 pages. 12,00 $
6. Fernand Dumont, dir. *Une société des jeunes*? 1986, 397 pages. 14,50 $
7. Marie-Marthe T. Brault. *Du loisir à l'innovation. Les associations volontaires de personnes retraitées*. Coll. «Documents de recherche» n° 15, 1987, 176 pages. 15,00 $

II. Les communautés ethnoculturelles

1. David Rome, Judith Nefsky et Paule Obermeir. *Les Juifs du Québec — Bibliographie rétrospective annotée*. Coll. «Instruments de travail» n° 1, 1981, 319 pages. 13,00 $

* Le prix des publications est sujet à modification sans préavis.

2. Gary Caldwell et Éric Waddell, dir. *Les anglophones du Québec: de majoritaires à minoritaires*. Coll. «Identité et changements culturels» n° 1, 1982, 482 pages. 14,00 $
3. Gary Caldwell et Éric Waddell, editors. *The English of Quebec: from majority to minority status*. Coll. «Identité et changements culturels» n° 2, 1982, 466 pages. 14,00 $
4. Gary Caldwell. *Les études ethniques au Québec — Bilan et perspectives*. Coll. «Instruments de travail» n° 8, 1983, 108 pages. 10,50 $
5. Honorius Provost. *Les premiers Anglo-Canadiens à Québec — Essai de recensement (1759-1775)*. Coll. «Documents de recherche» n° 1, 2e édition, 1984, 71 pages. 7,50 $
6. Tina Ioannou. *La communauté grecque du Québec*. Coll. «Identité et changements culturels» n° 4, 1984, 337 pages. 18,00 $
7. Pierre Anctil et Gary Caldwell. *Juifs et réalités juives au Québec*. 1984, 371 pages. 20,00 $
8. Richard Dominique et Jean-Guy Deschênes. *Cultures et sociétés autochtones du Québec. Bibliographie critique*. Coll. «Instruments de travail» n° 11, 1985, 221 pages. 19,50 $
9. Ronald Rudin. *The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. 1985, 315 pages. 14,00 $
10. Ronald Rudin. *Histoire du Québec anglophone, 1759-1980*. Traduit de l'anglais par Robert Paré, 1986, 332 pages. 15,00 $
11. Denise Helly. *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*. 1987, 315 pages. 20,00 $

III. La culture populaire

1. Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc. *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920): bilan historiographique*. Coll. «Culture populaire» n° 1, 1982, 178 pages. 9,00 $
2. Danielle Nepveu. *Les représentations religieuses au Québec dans les manuels scolaires de niveau élémentaire (1950-1960)*. Coll. «Documents préliminaires» n° 1, 1982, 97 pages. 6,50 $
3. Jean-Pierre Dupuis, Andrée Fortin, Gabriel Gagnon, Robert Laplante et Marcel Rioux. *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*. Coll. «Documents préliminaires» n° 2, 1982, 178 pages. 9,00 $
4. Jean Bourassa. *Le travailleur minier, la culture et le savoir ouvrier*. Coll. «Documents préliminaires» n° 4, 1982, 79 pages. 5,25 $
5. Sophie-Laurence Lamontagne. *L'hiver dans la culture québécoise (XVIIe-XIXe siècles)*. 1983, 197 pages. 11,50 $
6. Joseph Laliberté. *Agronome-colon en Abitibi*. Coll. «Littérature quotidienne» n° 1, 1983, 157 pages. 12,00 $
7. Benoît Lacroix et Jean Simard. *Religion populaire, religion de clercs?* Coll. «Culture populaire» n° 2, 1984, 444 pages. 22,00 $
8. Benoît Lacroix et Madeleine Grammond. *Religion populaire au Québec. Typologie des sources — Bibliographie sélective (1900-1980)*. Coll. «Instruments de travail» n° 10, 1985, 175 pages. 15,00 $

9. Andrée Fortin. *Le Rézo. Essai sur les coopératives d'alimentation au Québec*. Coll. «Documents de recherche» n° 5, 1985, 282 pages. 17,00 $
10. Jean-Pierre Dupuis. *Le ROCC de Rimouski. La recherche de nouvelles solidarités*. Coll. «Documents de recherche» n° 6, 1985, 282 pages. 17,00 $
11. Centre populaire de documentation de Montréal. *Le choc du passé. Les années trente et les sans travail. Bibliographie sélective annotée*. Coll. «Documents de recherche» n° 11, 1986, 186 pages. 15,00 $
12. Yvan Lamonde et Raymond Montpetit. *Le parc Sohmer de Montréal, 1889-1919. Un lieu populaire de culture urbaine*. 1986, 231 pages. 17,00 $
13. Thérèse Beaudoin. *L'été dans la culture québécoise, XVII^e-XIX^e siècles*. Coll. «Documents de recherche» n° 10, 1987, 235 pages. 20,00 $

IV. La création et la diffusion de la culture

1. Jean-Robert Faucher, André Fournier et Gisèle Gallichan. *L'information culturelle dans les médias électroniques*. Coll. «Diagnostics culturels» n° 1, 1981, 167 pages. 7,00 $
2. Angèle Dagenais. *Crise de croissance: le théâtre au Québec*. Coll. «Diagnostics culturels» n° 2, 1981, 73 pages. 5,00 $
3. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert. *Le cinéma au Québec — Essai de statistique historique (1896 à nos jours)*. Coll. «Instruments de travail» n° 2, 1981, 481 pages. 18,00 $
4. François Colbert. *Le marché québécois du théâtre*. Coll. «Culture savante» n° 1, 1982, 112 pages. 8,00 $
5. Jean-Pierre Charland et Nicole Thivierge. *Bibliographie de l'enseignement professionnel au Québec (1850-1980)*. Coll. «Instruments de travail» n° 3, 1982, 284 pages. 14,00 $
6. Vivian Labrie. *Précis de transcription de documents d'archives orales*. Coll. «Instruments de travail» n° 4, 1982, 220 pages. 11,00 $
7. Sylvie Tellier. *Chronologie littéraire du Québec*. Coll. «Instruments de travail» n° 6, 1982, 352 pages. 18,50 $
8. Jean-Pierre Charland. *Histoire de l'enseignement technique et professionnel*. 1982, 485 pages. 25,50 $
9. Nicole Thivierge. *Écoles ménagères et instituts familiaux: un modèle féminin traditionnel*. 1982, 478 pages. 25,50 $
10. Yvan Lamonde. *L'imprimé au Québec: aspects historiques (18^e-20^e siècles)*. Coll. «Culture savante» n° 2, 1983, 370 pages. 18,00 $
11. Yvan Lamonde. *Je me souviens. La littérature personnelle au Québec (1860-1980)*. Coll. «Instruments de travail» n° 9, 1983, 278 pages. 17,00 $
12. Claude Savary, dir. *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*. 1984, 353 pages. 17,00 $
13. Pierre Lavoie. *Pour suivre le théâtre au Québec. Les ressources documentaires*. Coll. «Documents de recherche» n° 4, 1985, 521 pages. 22,00 $
14. Jacques Dufresne, Fernand Dumont et Yves Martin. *Traité d'anthropologie médicale. L'Institution de la santé et de la maladie*. Presses de l'Université du Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Presses Universitaires de Lyon, 1985, XVII-1 245 pages. 59,95 $

15. Léon Bernier et Isabelle Perrault. *L'artiste et l'oeuvre à faire*. «La pratique de l'art 1», 1985, 518 pages. 30,00 $
16. Marcel Fournier. *Les générations d'artistes* suivi d'entretiens avec Robert Roussil et Roland Giguère. «La pratique de l'art 2», 1986, 202 pages. 18,00 $
17. Yvan Lamonde et Esther Trépanier. *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, 1986, 320 pages. 24,50 $
18. Vivian Labrie. *ABC: Trois constats d'alphabétisation de la culture*. 1986, 246 pages. 29,00 $
19. Maurice Lemire, dir. *L'institution littéraire*. IQRC et CRELIQ, 1986, 217 pages. 19,50 $
20. Alfred Dumais et Johanne Lévesque. *L'auto-santé. Des individus et des groupes au Québec*. 1986, 223 pages. 17,00 $
21. Gabrielle Lachance, dir. *Mémoire d'une époque. Un fonds d'archives orales au Québec*. Coll. «Documents de recherche» n° 12, 1987, 251 pages. 16,00 $
22. Marcel Fournier, Yves Gingras et Othmar Keel. *Sciences et médecine au Québec: perspectives sociohistoriques*. 1987, 212 pages. 20,00 $
23. Maurice Lemire, dir., avec la collaboration de Pierrette Dionne et Michel Lord. *Le poids des politiques. Livres, lecture et littérature*. 1987, 191 pages. 18,00 $
24. Vivian Labrie. *Alphabétisé-e-s! Quatre essais sur le savoir-lire*. 1987, 270 pages. 30,00 $

V. Les régions du Québec

1. Jules Bélanger, Marc Desjardins et Yves Frenette. *Histoire de la Gaspésie*. Coll. «Les régions du Québec», Montréal, Boréal Express, 1981, 807 pages. 29,95 $
2. Jean-Claude Marsan. *Montréal, une esquisse du futur*. 1983, 325 pages. 15,00 $
3. André Dionne. *Bibliographie de l'île Jésus*. Coll. «Documents de recherche» n° 2, 1983, 324 pages. 18,50 $
4. Serge Gauthier et collaborateurs. *Bibliographie de Charlevoix*. Coll. «Documents de recherche» n° 3, 1984, 320 pages. 18,00 $
5. Serge Gauthier et collaborateurs. *Guide des archives de Charlevoix*. 1985, VIII-97 pages. 6,00 $
6. Serge Laurin et Richard Lagrange. *Bibliographie des Laurentides*. Coll. «Documents de recherche» n° 7, 1985, 370 pages. 18,00 $
7. Yves Hébert. *Bibliographie de la Côte-du-Sud*. Coll. «Documents de recherche» n° 8, 1986, 339 pages. 18,00 $
8. Guy Gaudreau. *L'exploitation des forêts publiques au Québec, 1842-1905*. 1986, 126 pages. 11,00 $
9. Yves Beauregard. *Bibliographie du Centre du Québec et des Bois-Francs*. Coll. «Documents de recherche» n° 9, 1986, 495 pages. 25,00 $
10. Marc Desjardins. *Bibliographie des Îles-de-la-Madeleine*. Coll. «Documents de recherche» n° 13, 1987, 281 pages. 20,00 $
11. Daniel Tessier *et al.* *Bibliographie de Lanaudière*. Coll. «Documents de recherche» n° 14, 1987, 270 pages. 20,00 $

12. Antonio Lechasseur avec la collaboration de Jacques Lemay. *Municipalités et paroisses du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Populations et limites territoriales 1851-1981*. 1987, 51 pages, 5 microfiches (Bas-Saint-Laurent, 563 p., Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine, 304 p.). 10,00 $
13. Marc Desjardins. *Bibliographie de la Gaspésie*. Coll. «Documents de recherche» n° 16, 1987, 436 pages. 24,00 $

VI. Hors chantier

1. Paul Aubin. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1966-1975)*. 2 tomes — 1981, 1 425 pages, 22 000 titres. 60,00 $
2. Gabrielle Lachance. *La culture contemporaine face aux industries culturelles et aux nouvelles technologies*. Rapport-synthèse, Rencontre franco-québécoise sur la culture, Québec-Montréal, du 4 au 8 juin 1984, 145 pages. 7,00 $
3. *Statistiques culturelles du Québec (1971-1982)*. 1985, XLII-932 pages. 45,00 $
4. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1976-1980)*. 2 tomes — 1985, LXIV-1 316 pages, 20 000 titres. 60,00 $
5. Jean-Paul Baillargeon, dir. *Les pratiques culturelles des Québécois. Une autre image de nous-mêmes*. 1986, 394 pages. 19,50 $
6. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1946-1965)*. 2 tomes — 1987, LXXVII-1 396 pages, 22 000 titres. 60,00 $

VII. Collection Questions de culture

1. Fernand Dumont, dir. *Cette culture que l'on appelle savante*. 1981, 190 pages. 15,00 $
2. Fernand Harvey et Gary Caldwell, dir. *Migrations et communautés culturelles*. 1982, 159 pages. 15,00 $
3. Fernand Dumont, dir. *Les cultures parallèles*. 1982, 172 pages. 15,00 $
4. Jean-Charles Falardeau, dir. *Architectures: la culture dans l'espace*. 1983, 210 pages. 15,00 $
5. Yvan Lamonde, dir. *Les régions culturelles*. 1983, 189 pages. 12,00 $
6. Madeleine Préclaire, dir. *La culture et l'âge*. 1984, 198 pages. 12,00 $
7. Gabrielle Lachance, dir. *La culture: une industrie?* 1984, 216 pages. 12,00 $
8. Pierre Anctil, Léon Bernier et Isabelle Perrault, dir. *Présences de jeunes artistes*. 1985, 190 pages. 12,00 $
9. Denise Lemieux, dir. *Identités féminines: mémoire et création*. 1986, 199 pages. 12,00 $
10. Gabriel Dussault, dir. *L'État et la culture*. 1986, 173 pages. 12,00 $
11. Thérèse Hamel et Pierre Poulin, dir. *Devenir chercheur-e: itinéraires et perspectives*. 1986, 185 pages. 12,00 $

12. Madeleine Gauthier, dir. *Les nouveaux visages de la pauvreté*. 1987, 258 pages. 18,50 $
13. Renée B.-Dandurand, dir. *Couples et parents des années quatre-vingt*. 1987, 284 pages. 20,00 $

VIII. Collection Diagnostic

1. Laurent Laplante. *Le suicide*. 1985, 126 pages. 9,95 $
2. Jacques Dufresne. *La reproduction humaine industrialisée*. 1986, 126 pages. 9,95 $
3. Gérald LeBlanc. *L'école, les écoles, mon école*. 1986, 110 pages. 9,95 $
4. Jean Blouin. *Le libre-échange vraiment libre?* 1986, 135 pages. 9,95 $
5. Jacques Dufresne. *Le procès du droit*. 1987, 127 pages. 9,95 $

IX. Collection Edmond-de-Nevers

1. Lucie Robert. *Le manuel d'histoire de la littérature canadienne de Mgr Camille Roy*. 1982, 198 pages. 11,00 $
2. Réal Brisson. *La charpenterie navale à Québec sous le régime français*. 1983, 320 pages. 19,50 $
3. Hélène Lafrance. *Yves Thériault et l'institution littéraire québécoise*. 1984, 174 pages. 13,50 $
4. Hélène Laforce. *Histoire de la sage-femme dans la région de Québec*. 1985, 237 pages. 19,50 $
5. Michel Sarra-Bournet. *L'Affaire Roncarelli. Duplessis contre les Témoins de Jéhovah*. 1986, 196 pages. 18,00 $
6. Denis Goulet. *Le commerce des maladies. La publicité des remèdes au début du siècle*. 1987, 139 pages. 20,00 $

X. Rapports de recherche et manuscrits à diffusion limitée*

1. Louise Rondeau. *Le récit de fin du monde: orientations méthodologiques de recherche*. Québec, IQRC, 1982, 70 pages.
2. Michelle Trudel-Drouin. *Vie quotidienne en Nouvelle-France: un choix de textes*. Montréal, IQRC, 1982, 166 pages.
3. Paule Chouinard. *Anthologie de poèmes québécois sur les saisons*. Montréal, IQRC, 1983, 1 350 pages.
4. Mireille Perreault. *Marchandisation, industrialisation de la culture*. Rimouski, IQRC, 1983, 72 pages.
5. Carmen Quintin. *Les pratiques émancipatoires dans deux coopératives d'habitation de la région montréalaise*. Montréal, IQRC, 1983, 124 pages.

* disponibles sur demande à l'IQRC, 14, rue Haldimand, Québec, G1R 4N4 (418) 643-4695.

6. Gary Caldwell, Paule Obermeir *et al. Out-migration of 1971 English Mother-tongue High School Leavers from Quebec: eleven years after*. Lennoxville, IQRC et Anglo Quebec en Mutation Committee, 1984, 37 pages.
7. Gabrielle Lachance. *Le rapport industrie/culture*. 1987, 5 cahiers. I. L'artisanat et les métiers d'art, 38 p. II. Les arts d'interprétation, 38 p. III. Le cinéma, 40 p. IV. Le livre, 40 p. V. Quelques indications bibliographiques, 38 p.

XI. Banques de données sur support informatique

1. Jean-Pierre Chalifoux. *Le livre et la lecture au Québec au XX^e siècle*. Montréal, IQRC, 1982, (8 000 titres)**.
2. Paul Aubin et collaborateurs. *HISCABEQ. Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1946-1980)*. Montréal, IQRC, 1981, (70 000 titres - mise à jour trimestrielle)***.

XII. Documents audio-visuels*

1. Arthur Lamothe. Culture amérindienne. Archives. (Vingt documents produits par les Ateliers audio-visuels du Québec.)

---

* disponibles sur demande à l'IQRC, 14, rue Haldimand, Québec, G1R 4N4 (418) 643-4695.

** accessible sur demande à La Centrale des bibliothèques, 1685, rue Fleury Est, Montréal, H2C 1T1 (514) 381-8891.

*** pour s'abonner à HISCABEQ, communiquer avec IST-Informathèque Inc.
Service d'assistance technique:

Code régional	Numéro à composer
514	383-1611
418, 514, 613, 819, 416, 519, 705, 506, 902	1-800-361-4777

TABLE DES MATIÈRES

Lettre à Madame Lise Bacon, ministre des Affaires culturelles 3

Membres et personnel de l'Institut québécois de recherche sur la culture.. 5

INTRODUCTION 13

Première partie: ÉTAT DE LA RECHERCHE 15

I. La famille, les sexes, les générations 17
II. Les communautés ethnoculturelles 21
III. La création et la diffusion de la culture 25
IV. Les tendances socioculturelles 27
V. Les histoires régionales 31

Deuxième partie: ACTIVITÉS ET SERVICES 37

I. Les activités 39
II. Les publications 43
III. Structures et infrastructures 47

Troisième partie: DOCUMENTS 51

I. La loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture .. 53
II. Les règlements généraux 59
III. Les règlements du Fonds de dotation 65
IV. Les états financiers 1987-1988 67
V. La liste des activités scientifiques 79
VI. La liste des publications du personnel de l'Institut 85
VII. La liste des publications de l'Institut 89

Achevé d'imprimer à Louiseville
sur les presses de l'imprimerie Gagné ltée
en novembre 1988